



BRETAGNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R53-2024-150

PUBLIÉ LE 13 DÉCEMBRE 2024

Sommaire

ARS /

- R53-2024-12-03-00003 - Arrêté n° 2024/173 fixant la liste des établissements de santé répondant aux critères réglementaires pour utiliser les médicaments de thérapie innovante à base de lymphocytes T génétiquement modifiées dit CART-T Cells autologues en Région Bretagne (3 pages) Page 3
- R53-2024-12-09-00001 - Arrêté portant modification de la répartition géographique des Appartements de Coordination Thérapeutique (ACT) gérés par l'association ADAPEI 35 Les Papillons Blancs d'Ille-et-Vilaine (3 pages) Page 7
- R53-2024-12-10-00001 - Arrêté relatif aux contrats-type régionaux des centres de santé suite à l'avenant n°5 à l'accord national destiné à organiser les rapports entre les centres de santé et les organismes d'assurance maladie (12 pages) Page 11
- R53-2024-12-13-00001 - DECISION Fixant le programme régional de contrôle de la campagne T2A 2024 (22 pages) Page 24

Préfecture de la zone de défense et de sécurité Ouest /

- R53-2024-12-07-00001 - Arrêté du 7 décembre 2024 portant dérogation exceptionnelle à titre temporaire à l'interdiction de circulation à certaines périodes des véhicules de transport de marchandises de plus de 7,5 tonnes de ptac affectés au transport de carburants (2 pages) Page 47
- R53-2024-12-07-00002 - Arrêté portant délégation de signature du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest au directeur zonal de la police nationale?? (2 pages) Page 50

préfecture de région /

- R53-2024-12-11-00001 -
2024_12_11_PDA_FOLGOET_LESNEVEN_PLOUDANIEL_PLOUNEOU_BRIGNOGAN_PLAGES (8 pages) Page 53
- R53-2024-12-12-00001 - 2024_12_12_AP_VACANCE_CESER_CREACH_CATHERINE_CGT_FO_CLG_2 (2 pages) Page 62
- R53-2024-12-12-00002 - 2024_12_12_AP_VACANCE_CESER_URVOAS_GAELLE_CGT_BRETAGNE_CLG_2 (2 pages) Page 65

ARS

R53-2024-12-03-00003

Arrêté n° 2024/173 fixant la liste des établissements de santé répondant aux critères réglementaires pour utiliser les médicaments de thérapie innovante à base de lymphocytes T génétiquement modifiées dit CART-T Cells autologues en Région Bretagne

Arrêté n° 2024/173

fixant la liste des établissements de santé répondant aux critères réglementaires pour utiliser les médicaments de thérapie innovante à base de lymphocytes T génétiquement modifiées dits CAR-T Cells autologues en région Bretagne.

Le Directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne

Vu le Code de la santé publique et notamment les articles L. 1151-1, L. 1243-2, L. 1431-2, L. 6113-7, L. 5126-1, R. 5126-9, R. 5126-25, R. 5126-33, R. 6122-25 et R. 1242-8 ;

Vu le Code de la Sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-17-1-2, L. 162-22-7, R. 161-70 et R. 161-71 ;

Vu le décret du 01 février 2023 portant nomination de Mme. Elise NOGUERA en qualité de Directrice générale de l'Agence régionale de santé (ARS) Bretagne ;

Vu l'arrêté du 28 mars 2019, modifié le 8 août 2019, limitant l'utilisation médicaments de thérapie innovante à base de lymphocytes T génétiquement modifiées dits CAR-T Cells autologues indiqués dans le traitement de la leucémie aigue lymphoblastique à cellules B et/ou du lymphome à grandes cellules B, à certains établissements de santé en application des dispositions de l'article L. 1151-1 du Code de la Santé Publique ;

Vu l'arrêté du 19 mai 2021 limitant l'utilisation de médicaments de thérapie innovante à base de lymphocytes T génétiquement modifiés dits CAR-T Cells autologues à certains établissements de santé en application des dispositions de l'article L. 1151-1 du Code de la Santé Publique ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 19 mai 2021 limitant l'utilisation de médicaments de thérapie innovante à base de lymphocytes T génétiquement modifiés dits CAR-T Cells autologues à certains établissements de santé en application des dispositions de l'article L. 1151-1 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2024 limitant l'utilisation médicaments de thérapie innovante à base de lymphocytes T génétiquement modifiés dits CAR-T Cells autologues à certains établissements de santé en application des dispositions de l'article L. 1151-1 du Code de la Santé Publique ;

Vu l'arrêté du Directeur général de l'ARS en date du 15 novembre 2019 fixant la liste des établissements de santé répondant aux critères réglementaires pour utiliser les médicaments de thérapie innovante à base de lymphocytes T génétiquement modifiés dits CAR-T Cells autologues indiqués dans le traitement de la leucémie aigue lymphoblastique à cellules B et/ou du lymphome à grandes cellules B en région Bretagne ;

Vu l'arrêté du Directeur général de l'ARS en date du 21 janvier 2022 modifiant la liste des établissements de santé répondant aux critères réglementaires pour utiliser les médicaments de thérapie innovante à base de lymphocytes T génétiquement modifiés dits CAR-T Cells autologues indiqués dans le traitement de la leucémie aigue lymphoblastique à cellules B et/ou du lymphome à grandes cellules B en région Bretagne ;

Vu l'arrêté du 13 février 2023 portant délégation de signature de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Bretagne à M. Malik LAHOUCINE, Directeur général adjoint de l'Agence régionale de santé Bretagne, à compter du 13 février 2023 ;

Vu l'arrêté de la Directrice générale de l'ARS en date du 12 novembre 2023 portant modification de l'autorisation de pharmacie à usage intérieur du CHRU de Brest ;

6 place des Colombes
CS 14253
35000 Rennes Cedex
Tél : 02.90.08.80.00
Mél : prenom.nom@ars.sante.fr
www.ars.bretagne.sante.fr



Vu l'arrêté de la Directrice générale de l'ARS en date du 17 avril 2024 portant modification de l'autorisation de pharmacie à usage intérieur du CHRU de Rennes ;

Considérant que les critères d'encadrement de l'utilisation de ces médicaments de thérapie innovante, fixés par l'arrêté du 28 juin 2024 susvisé, sont valides jusqu'au 31 janvier 2029 ;

Considérant que les établissements retenus sont titulaires pour les sites concernés des autorisations d'activités de soins nécessaires : traitement du cancer par chimiothérapie, allogreffes de cellules souches hématopoïétiques, et réanimation ;

Considérant que les établissements retenus disposent sur place d'une unité de soins intensifs d'hématologie et d'un accès à un appareil d'IRM ;

Considérant que les établissements retenus disposent des équipes médicales, pharmaceutiques, paramédicales et techniques préalablement formées à la réception, la conservation, la manipulation et l'administration des CAR-T Cells car ils exerçaient déjà l'activité avant l'entrée en vigueur du décret 2019-489 du 21 mai 2019 relatif aux Pharmacies à Usage Intérieur ;

Considérant que les établissements retenus disposent chacun pour ce qui le concerne d'une Pharmacie à Usage Intérieur précédemment autorisée pour assurer la préparation de médicaments de thérapie innovante expérimentaux sur chacun des sites concernés ;

Considérant par ailleurs que les établissements retenus s'engagent à répondre aux autres critères fixés par l'arrêté du 28 juin 2024 : accès à des compétences de neurologue permettant de procéder à une évaluation initiale des patients, effectifs médicaux permanents en service d'onco-hématologie, possibilité d'une coordination immédiate et permanente entre onco-hématologues, réanimateurs et neurologues formés à l'administration des CAR T Cells, tenue à disposition et prêts à l'emploi des médicaments nécessaires ;

ARRETE

Article 1 : La liste des établissements de santé répondant aux critères pour réaliser l'activité de prélèvement et d'administration relative aux médicaments de thérapie innovante dits CAR-T Cells en région Bretagne est fixée conformément au tableau figurant en annexe de la présente décision.

Article 2 : La présente décision est valable depuis l'échéance de l'arrêté du 21 janvier 2022 jusqu'au 31 janvier 2029

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours hiérarchique et/ou contentieux dans un délai de deux mois à compter de la réception de la notification par les déclarants et de sa publication pour les tiers :

- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre des Solidarités et de la Santé, Direction Générale de l'Offre de Soins, 14 avenue Duquesne, 75350 Paris SP 07.

- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent.

Le recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

- le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérécurse citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Article 4 : La Directrice adjointe de l'hospitalisation de l'Agence régionale de santé de Bretagne et le représentant de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Rennes, le 03 DEC. 2024

P/ le Directeur général
De l'agence régionale de santé Bretagne
Le Directeur général adjoint

Malik LAHOUCINE

ANNEXE A LA DECISION ARS 2024/173

Listant les établissements de santé répondant aux critères réglementaires pour utiliser les médicaments de thérapie innovante à base de lymphocytes T génétiquement modifiés dits CAR-T Cells autologues indiqués dans le traitement de la leucémie aigue lymphoblastique à cellules B et/ou du lymphome à grandes cellules B en région Bretagne.

DANS LES INDICATIONS ADULTES :

| FINESS EJ | Raison sociale de l'entité juridique (EJ) | FINESS ET | ETABLISSEMENT (ET) |
|------------------|--|------------------|---------------------------|
| 350005179 | CHU RENNES | 350000741 | PONTCHAILLOU |
| 290000017 | CHU BREST | 290000058 | CAVALE BLANCHE |

ARS

R53-2024-12-09-00001

Arrêté portant modification de la répartition géographique des Appartements de Coordination Thérapeutique (ACT) gérés par l'association ADAPEI 35 Les Papillons Blancs d'Ille-et-Vilaine

Délégation départementale d'Ille-et-Vilaine
Département Offres de soins, autonomie et prévention

**Arrêté portant modification de la répartition géographique des Appartements
de Coordination Thérapeutique (ACT) gérés par l'Association
ADAPEI 35 Les Papillons Blancs d'Ille-et-Vilaine**

N° FINESS : 350055695

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la justice administrative ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles :

- L.312-1 et suivants définissant le champ des établissements et services médico-sociaux ;
- L.312-5 relatif au schéma d'organisation sociale et médico-sociale ;
- L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations ;
- R.313-1 à R.313-10-2 relatifs aux modalités d'autorisation de création de transformation, d'extension, des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- D.312-154 et D.312-155 relatifs aux appartements de coordination thérapeutique ;
- D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles de conformité mentionnée à l'article L.313-6 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients à la santé et aux territoires ;

Vu Le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le Décret n° 2020-1745 du 29 décembre 2020 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des structures dénommées « lits halte soins santé », « lits d'accueil médicalisés » et « appartements de coordination thérapeutique » ;

Vu le décret du 1er février 2023 portant nomination de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Bretagne à Madame Elise NOGUERA à compter du 13 février 2023 ;

Vu la décision de la directrice générale de l'agence régionale de santé Bretagne du 15 juillet 2024 portant délégation de signature à Monsieur Malik LAHOUCINE ;

Vu le Programme Régional de Santé de l'ARS Bretagne promulgué le 27 octobre 2023 ;

Vu l'arrêté d'autorisation initiale en date du 14 décembre 2021 portant autorisation de création de 4 places d'Appartements de Coordination Thérapeutique à l'Association ADAPEI « Les Papillons Blancs » d'Ille-et-Vilaine située au 22, rue des Huniers 35400 Saint Malo ;

Vu l'arrêté d'extension en date du 02 août 2022 portant autorisation d'extension de 3 places d'Appartements de Coordination Thérapeutique à l'Association ADAPEI « Les Papillons Blancs » d'Ille-et-Vilaine située au 22, rue des Huniers 35400 Saint Malo ;

Vu l'arrêté d'extension en date du 10 novembre 2022 portant autorisation d'extension de 7 places d'Appartements de Coordination Thérapeutique à l'Association ADAPEI « Les Papillons Blancs » d'Ille-et-Vilaine située au 3, rue du Patis des Couasnes – 35136 Saint Jacques de Lande ;

Vu la demande du 17 octobre 2024 de l'association ADAPEI 35 «Les papillons blancs » d'Ille-et-Vilaine de procéder à une nouvelle répartition géographique des 14 places d'Appartements de Coordination Thérapeutique dans le département 35.

Considérant que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles et prévoit les démarches d'évaluation ;

ARRETE

Article 1 : L'association ADAPEI 35 « Les papillons blancs » d'Ille-et-Vilaine est autorisée à gérer des Appartements de coordination thérapeutiques (ACT).

La capacité totale est de 14 places, selon la répartition suivante :

- 6 places d'Appartement de Coordination Thérapeutique sur Saint Malo
- 5 places d'Appartement de Coordination Thérapeutique sur Rennes
- 3 places d'Appartement de Coordination Thérapeutique sur Redon

Article 2 : L'établissement est répertorié au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux de la manière suivante :

| |
|--|
| Raison sociale de l'entité juridique (EJ°) : ADAPEI Les Papillons Blancs d'Ille-et-Vilaine Adresse : 3, rue du Patis des Couasnes – Saint Jacques de la Lande – CS66000 – 35091 Rennes Cedex 9 N°FINESS : 350001202 SIREN : 775 590 920 Code statut juridique : 61 – Association loi 1901 reconnue d'utilité publique |
|--|

La capacité totale est de 14 places réparties de la manière suivante :

Etablissement principal :

| |
|--|
| Raison sociale de l'établissement : ACT de Saint Malo Adresse : 22, rue des Huniers 35400 Saint Malo N° FINESS : 350055695 SIRET : en cours Code catégorie : Appartements de coordination thérapeutique (ACT) (165) Code MFT : 34 – ARS/DG Dotation Globale |
| Code discipline : Hébergement médico-social pour personnes en difficultés spécifiques (507) Code clientèle : Personnes nécessitant une prise en charge psycho-sociale et sanitaire (SAI) (430) Code activité : Hébergement complet en internat (11) Capacité : 6 places |

Etablissements secondaires :

| |
|---|
| Raison sociale de l'établissement : ACT de Rennes Adresse : 3, rue du Patis des Couasnes - Saint Jacques de la Lande – CS66000 – 35091 Rennes Cedex 9 N° FINESS : 350056438 SIRET : en cours Code catégorie : Appartements de coordination thérapeutique (ACT) (165) Code MFT : 34 – ARS/DG Dotation Globale |
| Code discipline : Hébergement médico-social pour personnes en difficultés spécifiques (507) Code clientèle : Personnes nécessitant une prise en charge psycho-sociale et sanitaire (SAI) (430) Code activité : Hébergement complet en internat (11) Capacité : 5 places |

.../...

Raison sociale de l'établissement : ACT de Redon

Adresse : Maison de territoire ADAPEI 35 – 16, rue Victor Hugo 35600 Redon

N° FINESS : 350057592

SIRET : en cours

Code catégorie : Appartements de coordination thérapeutique (ACT) (165)

Code MFT : 34 – ARS/DG Dotation Globale

Code discipline : Hébergement médico-social pour personnes en difficultés spécifiques (507)

Code clientèle : Personnes nécessitant une prise en charge psycho-sociale et sanitaire (SAI) (430)

Code activité : Hébergement complet en internat (11)

Capacité : 3 places

Article 3 : L'autorisation est accordée pour 15 ans depuis la date d'autorisation initiale de la structure, soit le 14 décembre 2021. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du CASF dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement ou du service, au regard des caractéristiques prises en considération pour son autorisation, devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente concernée. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de cette dernière.

Article 5 : La présente décision peut être contestée par voie de recours administratif (gracieux ou hiérarchique) ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou, à l'égard des tiers, à compter de sa publication.

Article 6 : Le Directeur Départemental d'Ille-et-Vilaine de l'Agence Régionale de Santé et le gestionnaire de l'établissement sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Bretagne.

Fait à Rennes, le 09 DEC. 2024

P/Elise NOGUERA,
Directrice générale,
Le Directeur général adjoint

Malik LAHOUCINE

ARS

R53-2024-12-10-00001

Arrêté relatif aux contrats-type régionaux des centres de santé suite à l'avenant n°5 à l'accord national destiné à organiser les rapports entre les centres de santé et les organismes d'assurance maladie

Direction Stratégie régionale en santé
Direction adjointe Soins de Proximité et
Formations en santé

ARRÊTÉ
**relatif aux contrats-types régionaux des centres de santé suite à l'avenant n°5 à
l'accord national destiné à organiser les rapports entre les centres de santé et les
organismes d'assurance maladie**

**La Directrice générale de
l'Agence Régionale de Santé Bretagne**

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-9, L. 162-14-1 et L. 162-14-4 ;

Vu le décret du 1er février 2023 portant nomination de Madame Elise NOGUERA, en qualité de Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne à compter du 13 février 2023 ;

Vu l'avis du 30 septembre 2015 relatif à l'accord national destiné à organiser les relations entre les centres de santé et les caisses d'assurance maladie ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2024 relatif à la méthodologie applicable à la profession de chirurgien-dentiste pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Bretagne du 18 novembre 2024 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins et des zones dans lesquelles l'offre est particulièrement élevée pour la profession de chirurgien-dentiste ;

Vu l'avis du 15 mars 2024 relatif à l'avenant n°5 à l'accord national destiné à organiser les rapports entre les centres de santé et les caisses d'assurance maladie, signé le 8 juillet 2015 ;

Considérant que ces contrats ont pour objet de favoriser l'implantation et le maintien des centres de santé dentaires en zone « très sous-dotée » par la mise en place d'une aide forfaitaire ;

Considérant que ces contrats tripartites seront signés entre le centre de santé, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du département du lieu d'exercice et l'ARS Bretagne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Les contrats-types régionaux d'aide à l'installation et au maintien des centres de santé dentaires dans les zones très sous-dotées sont caractérisés par deux types de contrats :

- Le contrat type national d'aide à l'installation des centres de santé dentaires dans les zones très sous dotées ;
- Le contrat type national d'aide au maintien d'activité des centres de santé dentaires dans les zones très sous dotées.

Ces deux modèles de contrats-types régionaux sont arrêtés conformément aux contrats-types nationaux prévus dans l'avenant n°5 à l'accord national organisant les rapports entre les centres de santé et l'assurance maladie. Ils sont annexés au présent arrêté.

Ils entrent en vigueur à compter de leur date de publication au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 2

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs, par toute personne ayant intérêt à agir devant le tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 3

La Directrice de la Stratégie Régionale en Santé de l'Agence régionale de santé Bretagne est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Bretagne.

Fait à Rennes, le 10 DEC. 2024

La Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé Bretagne,



Elise NOGUERA

Contrat-type régional d'aide à l'installation des centres de santé dentaires dans les zones très sous dotée en offre de soins dentaire

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-9 et L. 162-14-4 ;

Vu l'arrêté du 23 août 2023 portant approbation de la convention nationale organisant les rapports entre les chirurgiens-dentistes libéraux et l'assurance maladie ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2024 relatif à la méthodologie applicable à la profession de chirurgien-dentiste pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Bretagne du 18 novembre 2024 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins et des zones dans lesquelles l'offre est particulièrement élevée pour la profession de chirurgien-dentiste ;

Vu l'arrêté de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Bretagne du 10 décembre 2024 relatif aux contrats types des centres de santé (dentaires, infirmiers, médicaux ou polyvalents) suite à l'avenant n°5 à l'accord national destiné à organiser les rapports entre les centres de santé et les organismes d'assurance maladie ;

VU l'avis du 30 septembre 2015 relatif à l'accord national destiné à organiser les relations entre les centres de santé et les caisses d'assurance maladie ;

VU l'avis du 7 août 2020 relatif à l'avenant n° 3 à l'accord national destiné à organiser les rapports entre les centres de santé et les organismes d'assurance maladie signé le 8 juillet 2015 ;

VU l'avis du 15 mars 2024 relatif à l'avenant n°5 à l'accord national destiné à organiser les rapports entre les centres de santé et les caisses d'assurance maladie signé le 8 juillet 2015 ;

Il est conclu entre, d'une part, la caisse primaire d'assurance maladie / la caisse générale de sécurité sociale (dénommée ci-après CPAM/CGSS) de :

Département :

Adresse :

représentée par :

l'Agence Régionale de Santé (dénommée ci-après l'ARS) de :

Région :

Adresse :

représentée par :

Et, d'autre part, le chirurgien-dentiste :

Nom,

Prénom du représentant légal du centre :

Numéro d'identification du centre de santé (FINESS) :

Adresse du lieu d'implantation principale (entité juridique) :

un contrat d'aide à l'installation des centres de santé dentaires dans les zones identifiées en zone "très

sous dotée”

Article 1er - Champ du contrat d'aide à l'installation

Article 1.1 - Objet du contrat d'aide à l'installation

Ce contrat vise à favoriser l'implantation des centres de santé dentaires dans les zones définies comme étant "très sous dotées" par le biais d'une aide forfaitaire, versée à l'occasion de l'ouverture du centre de santé dans les zones précitées. Cette aide vise à accompagner le centre de santé dans cette période de fort investissement généré par le début d'ouverture d'un centre de santé (locaux, équipements, charges diverses, etc.).

Article 1.2 - Bénéficiaires du contrat d'aide à l'installation

Le présent contrat est proposé aux centres de santé dentaires qui s'implantent dans une zone définie par l'agence régionale de santé comme étant "très sous dotée".

Le centre de santé dentaire ne peut être signataire et ne bénéficier qu'une seule fois de ce contrat.

Il peut néanmoins conclure et bénéficier à l'issue du présent contrat, d'un contrat de maintien de l'activité (CAMCDS2023) en zone "très sous-dotée".

Ce contrat n'est pas cumulable avec les contrats d'aide à l'installation et au maintien prévus à l'annexe 17 bis et 17 ter de l'accord national.

Article 2 - Engagements des parties dans le contrat d'aide à l'installation des centres de santé dentaires

Article 2.1 - Engagements du centre de santé signataire

Le centre de santé dentaire s'engage à :

- Remplir les conditions lui permettant d'atteindre l'indicateur "Système d'information" (bloc commun de la rémunération forfaitaire) et l'indicateur "Télétransmission et téléservices" (bloc complémentaire de la rémunération forfaitaire) ;
- Exercer et poursuivre son activité dans les zones "très sous dotées" pour toute la durée du contrat, soit 5 ans ;
- Informer la caisse du ressort du centre de santé sans délai de toute intention de cesser son activité dans la zone avant l'issue du contrat.

Article 2.2 - Engagements de l'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

En contrepartie des engagements du centre de santé signataire définis à l'article 2.1, l'assurance maladie s'engage à verser au centre de santé une aide forfaitaire au titre de l'équipement ou autres investissements professionnels d'un montant de 50 000 euros par ETP chirurgien-dentiste salarié dans la limite de 3 ETP chirurgiens-dentistes salariés rémunérés.

Cette aide est versée en deux fois :

- 50 % la première année du contrat (dans le mois suivant la signature du contrat)
- Et le solde de 50 % la troisième année (au cours du 2e trimestre).

L'appréciation du nombre d'ETP est réalisée au moment de la signature du contrat, celle-ci est réévaluée tous les ans au cours du 2e trimestre. Le montant est alors proratisé en fonction des années restantes dans la limite de 3 ETP dans l'hypothèse où le centre n'atteindrait pas au moment de la signature le plafond.

A titre d'exemple, le centre de santé justifie de l'embauche de 1,5 ETP à la signature du contrat, le montant de l'aide s'élève donc à 75 000 € (50 000 € pour 1 ETP + 0,5 x 50 000 €). Si celui-ci recrute

l'année suivante 1 ETP supplémentaire (soit 2,5 ETP au total), il bénéficiera donc de 65 000 € supplémentaire : soit 125 000 € (pour 2,5 ETP au total) – 75 000 € (versée pour 1,5 ETP) × 4/5 (4 années restantes au contrat).

Au-delà de 3 ETP une valorisation de 6 000 €/ETP supplémentaire est versée tous les ans. Au-delà de la date du premier anniversaire, le versement intervient au cours du 2e trimestre de l'année suivant le recrutement de l'ETP supplémentaire.

Le versement de l'aide est conditionné au respect des engagements prévus au contrat.

En cas de résiliation anticipée du contrat, l'assurance maladie procède à la récupération des sommes indûment versées au titre de l'aide au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation.

Article 3 - Durée du contrat d'aide à l'installation

Le présent contrat est conclu pour une durée de cinq ans à compter de sa signature par l'ensemble des parties, sans possibilité de renouvellement.

Article 4 - Résiliation du contrat d'aide à l'installation

Article 4.1 - Rupture d'adhésion à l'initiative du centre de santé

Le centre de santé peut décider de résilier son adhésion au contrat avant le terme de celui-ci. Cette résiliation prend effet à la date de réception par la caisse d'assurance maladie, du ressort du centre de santé, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de cette résiliation. La caisse d'assurance maladie informera l'agence régionale de santé de cette résiliation.

Dans ce cas, la caisse d'assurance maladie du ressort du centre de santé procède à la récupération des sommes indûment versées au titre de l'aide à l'installation au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation demandée par le centre de santé.

Article 4.2 - Rupture d'adhésion à l'initiative de la caisse d'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

Dans le cas où le centre de santé ne respecte pas ses engagements contractuels (départ de la zone ou non-respect des critères d'éligibilité au contrat définis à l'article 1.2 du contrat), la caisse du ressort du centre de santé l'en informe par lettre recommandée avec accusé de réception lui détaillant les éléments constatés et le détail des étapes de la procédure définie ci-après. La caisse d'assurance maladie informera en parallèle l'agence régionale de santé de cette décision.

Le centre de santé dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations écrites à la caisse.

A l'issue de ce délai, la caisse peut notifier au centre de santé la fin de son adhésion au contrat par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, l'assurance maladie procède à la récupération des sommes indûment versées au titre de l'aide à l'installation au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation notifiée par la caisse.

Article 5 - Conséquences d'une modification des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins

En cas de modification par l'ARS des zones caractérisées par une insuffisance de l'offre de soins et par des difficultés d'accès aux soins prévus au 1o de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique entraînant la sortie du lieu d'implantation du centre de santé adhérent de la liste des zones précitées, le contrat se poursuit jusqu'à son terme sauf demande de résiliation par le centre de santé.

Fait à VILLE, le DATE,

Le centre de santé

La caisse d'assurance maladie

L'agence régionale de santé

NOM PRÉNOM

NOM PRÉNOM

NOM PRÉNOM

Contrat-type régional d'aide au maintien des centres de santé dentaires dans les zones très sous dotées en offre de soins dentaires

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 1434-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-9 et L. 162-14-4 ;

Vu l'arrêté du 23 août 2023 portant approbation de la convention nationale organisant les rapports entre les chirurgiens-dentistes libéraux et l'assurance maladie ;

Vu l'arrêté du 20 mars 2024 relatif à la méthodologie applicable à la profession de chirurgien-dentiste pour la détermination des zones prévues au 1° de l'article L. 1434-4 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Bretagne du 18 novembre 2024 relatif à la détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins et des zones dans lesquelles l'offre est particulièrement élevée pour la profession de chirurgien-dentiste ;

Vu l'arrêté de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Bretagne du 10 décembre 2024 relatif aux contrats types des centres de santé (dentaires, infirmiers, médicaux ou polyvalents) suite à l'avenant n°5 à l'accord national destiné à organiser les rapports entre les centres de santé et les organismes d'assurance maladie ;

VU l'avis du 30 septembre 2015 relatif à l'accord national destiné à organiser les relations entre les centres de santé et les caisses d'assurance maladie ;

VU l'avis du 7 août 2020 relatif à l'avenant n° 3 à l'accord national destiné à organiser les rapports entre les centres de santé et les organismes d'assurance maladie signé le 8 juillet 2015 ;

VU l'avis du 15 mars 2024 relatif à l'avenant n°5 à l'accord national destiné à organiser les rapports entre les centres de santé et les caisses d'assurance maladie signé le 8 juillet 2015 ;

Il est conclu entre, d'une part, la caisse primaire d'assurance maladie / la caisse générale de sécurité sociale (dénommée ci-après CPAM/CGSS) de :

Département :

Adresse :

représentée par :

l'Agence Régionale de Santé (dénommée ci-après l'ARS) de :

Région :

Adresse :

représentée par :

Et, d'autre part, le chirurgien-dentiste :

Nom,

Prénom du représentant légal du centre :

Numéro d'identification du centre de santé (FINESS) :

Adresse du lieu d'implantation principale (entité juridique) :

un contrat d'aide au maintien des centres de santé dentaires dans les zones identifiées en zone "très sous dotée"

Article 1er - Champ du contrat d'aide au maintien d'activité

Article 1.1 - Objet du contrat d'aide au maintien d'activité

Ce contrat vise à favoriser le maintien des centres de santé dentaires dans les zones définies comme étant "très sous dotées" par la mise en place d'une aide forfaitaire, afin de limiter les contraintes financières pesant sur les centres de santé et de leur permettre de réaliser des investissements et contribuer ainsi à améliorer la qualité des soins dentaires.

Article 1.2 - Bénéficiaires du contrat d'aide au maintien d'activité

Le présent contrat est proposé aux centres de santé dentaires déjà installés dans une zone définie comme étant "très sous dotée" définie par l'agence régionale de santé.

Ce contrat n'est pas cumulable avec le contrat d'aide à l'installation (CAICDSD2023) défini à l'article 17 quater de l'accord national. Il en va de même pour les contrats d'aide à l'installation et au maintien défini aux annexes 17 bis et 17 ter de l'accord national.

Article 2 - Engagements des parties dans le contrat d'aide au maintien d'activité

Article 2.1 - Engagements du centre de santé dentaire

En adhérant au contrat d'aide au maintien, le centre de santé dentaire s'engage à exercer et poursuivre son activité dans la zone "très sous-dotées" pendant une durée de trois ans consécutifs à compter de la date d'adhésion du centre de santé au contrat.

Il s'engage par ailleurs à remplir les conditions lui permettant d'atteindre l'indicateur "Système d'information" (bloc commun de la rémunération forfaitaire) et l'indicateur "Télétransmission et téléservices" (bloc complémentaire de la rémunération forfaitaire).

Enfin, il s'engage à informer préalablement la caisse de sa circonscription de toute intention de cesser son activité dans la zone avant l'échéance du contrat, et ce sans délai.

Article 2.2 - Engagements de l'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

En contrepartie des engagements du centre de santé définis à l'article 2.1, il bénéficie d'une aide forfaitaire de 4 000 euros par an et par ETP chirurgien-dentiste au titre de l'équipement ou autres investissements professionnels.

Elle est versée au titre de chaque année au cours du 2e trimestre de l'année civile suivante. Le versement de l'aide est conditionné au respect des engagements prévus au contrat.

Article 3 - Durée du contrat d'aide au maintien d'activité

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois ans consécutifs, renouvelable, à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Article 4 - Résiliation du contrat d'aide au maintien d'activité

Article 4.1 - Rupture d'adhésion à l'initiative du centre de santé

Le centre de santé peut à tout moment décider de résilier son adhésion au contrat et ce, avant le terme de celui-ci.

Cette résiliation volontaire prend effet à la date de réception par la caisse d'assurance maladie, du ressort du centre de santé, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'informant de cette résiliation. La caisse d'assurance maladie informera l'agence régionale de santé de cette résiliation.

Dans ce cas, le centre de santé ne pourra pas bénéficier de l'aide prévue pour l'année au cours de laquelle il résilie le contrat.

Article 4.2 - Rupture d'adhésion à l'initiative de la caisse d'assurance maladie et de l'agence régionale de santé

Dans le cas où le centre de santé ne respecte pas ses engagements contractuels (départ de la zone ou centre de santé ne répondant plus aux critères d'éligibilité au contrat définis à l'article 1.2 du contrat), la caisse du ressort du centre de santé l'en informe par lettre recommandée avec accusé de réception lui détaillant les éléments constatés et le détail des étapes de la procédure définie ci-après.

Le centre de santé dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du courrier pour faire connaître ses observations écrites à la caisse.

A l'issue de ce délai, la caisse peut notifier au centre de santé la fin de son adhésion au contrat par lettre recommandée avec accusé de réception et récupère les sommes indûment versées au titre du contrat au prorata de la durée restant à courir dans le contrat au moment de la résiliation.

Dans ce cas, le centre de santé ne pourra pas bénéficier de l'aide prévue pour l'année au cours de laquelle son contrat est résilié.

Fait à VILLE, le DATE,

Le centre de santé

La caisse d'assurance maladie

L'agence régionale de santé

NOM PRÉNOM

NOM PRÉNOM

NOM PRÉNOM

ARS

R53-2024-12-13-00001

DECISION Fixant le programme régional de
contrôle de la campagne T2A 2024

Direction de la Stratégie Régionale en Santé
Direction Adjointe Qualité et Pilotage

DECISION

Fixant le programme régional de contrôle de la campagne T2A 2024

La Directrice générale de l'agence régionale de santé de Bretagne

- Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 162-23-13 et R. 162-35-1 et suivants ;
- Vu le décret du 1^{er} février 2023 portant nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Bretagne Mme Elise NOGUERA ;
- Vu l'arrêté du 8 juillet 2024 fixant la composition nominative de la commission de contrôle mentionnée dans l'article L. 162-23-13, du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 25 septembre 2024 modificatif fixant la composition nominative de l'unité de coordination régionale (UCR) mentionnée à l'article R162-35-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu le projet de programme de contrôle externe régional 2024 des établissements de santé soumis à la tarification à l'activité en région Bretagne proposé par l'Unité de Coordination Régionale de Bretagne (séance du 22 novembre 2024) ;
- Vu l'avis de la commission de contrôle en sa séance du 22 novembre 2024 ;

DÉCIDE

Article 1 : Conformément à l'article R. 162-35-1 du Code de la sécurité sociale, le programme régional de contrôle externe 2024 des établissements de santé soumis à la tarification à l'activité est arrêté et annexée à la présente décision.

Article 2 : Les 3 établissements de santé inclus dans le programme de contrôle externe régional 2024 en Bretagne sont :

| | |
|-----------|---------------------------------|
| Finess | Raison sociale |
| 290000017 | C.H.U de Brest |
| 350000121 | CHP Saint Grégoire |
| 560005746 | Groupe Hospitalier Bretagne Sud |



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Article 3 : la programmation prévue à l'article 1^{er} porte sur la période de mars à décembre 2023.

Article 4 : La présente décision peut être contestée par voie de recours administratif (gracieux ou hiérarchique) ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce tribunal peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 5 : La directeur général adjoint de l'agence régionale de santé de Bretagne et le responsable de l'Unité de Coordination Régionale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Bretagne.

Fait à Rennes, **13 DEC. 2024**

Elise NOGUERA



Directrice générale



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



UNITE DE COORDINATION REGIONALE DE BRETAGNE

**Direction Régionale du Service Médical
236 rue de Châteaugiron
CS 84420 35044 RENNES CEDEX**

**PROGRAMME DE CONTROLE EXTERNE
REGIONAL 2024 DES ETABLISSEMENTS
DE SANTE T2A
EN BRETAGNE**

Programme de contrôle externe de la production des informations médico-administratives des établissements de santé dans le cadre de la tarification à l'activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie

Novembre 2024

**MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE CONTROLE EXTERNE DE LA
T2A EN BRETAGNE
PERIODE DE CONTROLE SUR SITE DE JANVIER A AVRIL 2025
SEJOURS PRODUITS EN 2023**

Validé en réunion UCR lors de sa séance du 12/11/2024 et validé à la commission de contrôle du 22/11/2024

Contexte réglementaire

1.1 La tarification à l'activité

La réforme de la tarification à l'activité (T2A) est instituée par la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 relative au financement de la Sécurité Sociale. Cette réforme base l'allocation de ressources des établissements sur trois modalités de financement :

- ✓ des catégories de prestations d'hospitalisation,
- ✓ des forfaits annuels pour certaines activités (accueil et traitement des urgences, prélèvements d'organes, transplantations d'organes et greffes de moelle osseuse),
- ✓ une dotation de financement des Missions d'Intérêt Général et d'Accompagnement des Contrats (MIGAC).

Les catégories de prestations d'hospitalisation ont été définies par le décret n° 2005-66 du 28 janvier 2005 pris pour l'application du 2° de l'article L. 162-22-1 et des articles L. 162-22-6 et L.162-22-17 du code de la Sécurité Sociale et par les arrêtés du 31 janvier 2005 et du 6 septembre 2005 relatifs à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie.

1.2 Le contrôle des prestations d'hospitalisation

Pour les prestations d'hospitalisation donnant lieu à prise en charge par l'Assurance Maladie, le contexte réglementaire du contrôle est double :

- ✓ Les articles L. 133-4 et R.162-35-3 du Code de la sécurité sociale prévoient la possibilité du recouvrement des sommes indûment perçues par l'organisme de prise en charge en cas de non respect des règles de tarification.
- ✓ L'article L. 162-23-13 du code de la sécurité sociale et les articles R 162-35-3 à R 162-35-5 (décret N° 2006-307 du 16 mars 2006 modifié par le décret 2010-344 du 31 mars 2010, puis par le décret 2011-1209 du 29 septembre 2011 et enfin par le décret n° 2017-500 du 6 avril 2017 –art.1) prévoient des sanctions financières en cas de manquement aux règles de facturation fixées en application des dispositions de l'article L. 162-22-6, d'erreur de codage ou d'absence de réalisation d'une prestation facturée.

La méthodologie définie conjointement par les services de l'état et les différents régimes d'Assurance Maladie, publiée le **17/04/2018** sous la forme du Guide du contrôle externe porte uniquement sur le contrôle de certaines prestations d'hospitalisation.

Il s'agit essentiellement de :

- ✓ Diagnostics et actes concourant à la désignation des GHM.
- ✓ Critères de valorisation des suppléments journaliers (EXH, suppléments de réanimation, suppléments de néonatalogie...).
- ✓ Réalité des prestations facturées (au regard des documents obligatoires des dossiers médicaux et de la nature des soins délivrés).
- ✓ Justification médicale des prestations des GHS facturés.
- ✓ Justification médicale des prestations des GHT facturés.

2 L'Unité de Coordination Régionale (UCR)

Sur l'arrêté signé le 25/09/2024 par le Directeur Général de l'ARS de Bretagne publié au Recueil des Actes Administratifs le 27/09/2024 (N° R53-2024-106) elle est composée, à cette date de 9 membres.

- ✓ Pour le collège assurance-maladie :
 - Docteur Sylvie DANCOISNE, responsable de l'UCR
 - Docteur Cécile CURTO
 - Docteur Florence KERLOGOT
 - Docteur Anne-Yvonne GARNIER
 - Mme Mélissa KUBASZEWSKI
 - Mme Stéphanie BOURIC
- ✓ Pour le collège ARS:
 - Docteur Christophe THEBAULT
 - Mme Margaux ALLAIN
 - Mr Matthieu DAUNY

Le secrétariat de cette instance est assuré par la DRSM.

L'UCR est complétée par trois cellules qui assurent des missions techniques :

- cellule de ciblage : responsable Dr Sylvie Dancoisne
- cellule des indus : dont le responsable est Mme Stéphanie Bouric
- cellule du contentieux : responsable Mme Mélissa Kubaszewski

Conformément au nouveau guide méthodologique national, validé le 17/04/2018, elle assure les missions suivantes :

- ✓ Au vu des **résultats du ciblage**, l'UCR rédige le **projet de programme régional de contrôle** qui est soumis à l'avis de la Commission de contrôle de l'ARS. Elle procède à une sélection des établissements et des champs à contrôler, et prévoit le caractère sanctionnable ou non des champs.
- ✓ En lien avec les médecins responsables de contrôle, l'UCR **coordonne la réalisation des contrôles sur site**.
- ✓ Après contrôle sur site, l'UCR étudie **tous les séjours dont la fiche de concertation signée montre un désaccord** et analyse les **éventuelles observations de l'établissement**. L'UCR peut solliciter l'**avis de l'ATIH** exclusivement pour les **désaccords de codage**.
- ✓ L'UCR informe les établissements et les équipes de contrôle des **décisions finales**.
- ✓ Elle adresse aux caisses gestionnaires l'ensemble des éléments nécessaires au calcul du montant de la facture contrôlée, sur et sous-facturations.
- ✓ En cas de champ sanctionnable, l'UCR transmet à la Commission de contrôle et au DGARS les éléments définis dans l'article R. 162-35-3 CSS.
- ✓ Au titre de l'article R. 162-35-1 CSS, l'UCR rédige le **bilan annuel d'exécution des contrôles T2A** de la région.

3 Critères de ciblage

3.1 La période de contrôle

Le contrôle porte sur la période de mars à décembre 2023.
Il s'agit ici de la période de production des séjours contrôlés.
Ces périodes concernent de la même façon les établissements publics et privés.

3.2 Sanctions et indus

Selon l'importance des anomalies suspectées, des sanctions seront envisagées pour certaines activités contrôlées.

La procédure conduisant à l'application de sanctions est décrite dans les articles R 162-42-8 à R 162-42-13 du code de la Sécurité Sociale modifiés par le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 puis par le décret n° 2011-1209 du 29 septembre 2011 pris pour application de l'article L.162-23-13 du CSS.

Les sanctions peuvent porter sur tout ou partie d'une activité, une prestation en particulier ou des séjours ayant des caractéristiques communes, voire sur l'ensemble de l'activité d'un établissement.

Les griefs suspectés portent sur :

- les manquements aux règles de facturation fixées en application des dispositions de l'article L.162-22-6 ;
- les erreurs de codage ;
- l'absence de réalisation d'une prestation facturée.

Pour les activités sanctionnables, les conditions suivantes s'imposent :

- le libellé de l'activité doit être précis et stable (pas de modification de l'intitulé au cours de la procédure) ;
- l'activité contrôlée doit comporter au moins 150 séjours qui doivent être issus d'un tirage au sort (sauf s'il s'agit de l'exhaustivité de l'activité) ;
- les surfacturations et les sous facturations seront prises en compte ;
- la procédure de concertation sera respectée ;
- le contrôle doit être réalisé dans l'année suivant celle de la production des séjours.

En cas de sanctions, l'établissement reste redevable des indus correspondants.

On entend par indus les sommes indûment perçues au regard de l'article L.162-22-6 qui relèvent de la compensation entre les sommes indûment perçues par l'établissement et les sommes dues par la caisse au titre des sous-facturations.

Au cours d'un même contrôle, des activités sanctionnables et non sanctionnables peuvent être associées.

Dans certaines situations, et notamment en cas de contrôle sur échantillon, une transaction pourra être proposée à l'établissement.

En cas de suspicion de fraudes, le contrôle pourra aboutir à une procédure pénale.

Pour la campagne 2024 portant sur l'activité 2023, il a été décidé nationalement de ne pas appliquer de sanctions (reprise des contrôles T2A interrompus par la crise sanitaire).

4 Elaboration du programme de contrôle

4.1 Objectifs des contrôles

Les objectifs de l'UCR sont de définir et cibler les établissements dans lesquels les activités ou prestations ou ensemble de séjours ayant des caractéristiques communes présentent des anomalies de facturation susceptibles :

- ❖ de répétition d'indus
- ❖ de répétition d'indus ou de transactions.

Le volume de séjours retenu pour le programme de contrôle a été arrêté par le niveau national. Les contrôles se dérouleront entre le mois de janvier et le mois d'avril 2025.

Les ciblage des activités à contrôler ont été réalisés en prenant en compte les priorités nationales et les choix régionaux.

4.2 Priorités nationales

La DGOS a annoncé le 31/10/2024 dans le cadre de l'observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée, la continuité pour la campagne de contrôle 2024 des 5 priorités nationales définies dans l'instruction N° DGOS/FIP1/DSS/1A/2024/144 du 28/10/2024.

La campagne de 2024 revêt une dimension particulière dans la mesure où elle constitue une année de reprise des contrôles après quatre années d'interruption en lien avec la crise sanitaire de la COVID-19.

Dans ce cadre, les établissements financés en 2023 par le dispositif de sécurisation modulée à l'activité et les séjours des patients hospitalisés pour la prise en charge de la COVID-19 ne feront pas l'objet de contrôle pour la campagne 2024.

Par ailleurs, les contrôles porteront uniquement sur le champ MCO (hors HAD) et pour les séjours en hospitalisation complète.

Sur ce périmètre, les priorités nationales de contrôle retenues pour la campagne 2024, détaillées en annexe, portent sur les thèmes suivants :

- 1) les activités non prises en charge par l'Assurance maladie ou ne relevant pas d'une facturation relevant de la tarification à l'activité ;
- 2) le codage du diagnostic principal et de certains actes CCAM classants ;
- 3) les séjours dits « contigus » ;
- 4) les séjours avec comorbidités ;
- 5) les prestations inter établissements.

Il convient de noter qu'il n'est pas mis en place de ciblage de la facturation des suppléments facturés lorsque le patient est pris en charge dans une unité de réanimation, de soins intensifs, de surveillance continue ou dans une chambre spécifique d'une unité d'hématologie. Néanmoins, tout séjour entrant dans le champ des contrôles comportant un supplément pourra faire l'objet d'un contrôle (y compris donc du supplément).

4.3 Choix régionaux

Après interrogation de la direction de l'ARS, du DCGDR et de la direction de la MSA, il a été décidé de ne pas ajouter aux requêtes de ciblage nationales des critères de ciblage régionaux. L'ARS a souhaité écarter du ciblage deux établissements pour lesquels des programmes d'investissement structurels d'envergure sont actuellement en cours avec un impact majeur sur l'organisation et le personnel (organisation d'un contrôle non pertinente cette année). Il s'agit du CHBA de Vannes et du CH Rance Emeraude.

4.4 Choix des activités, prestations ou groupes de séjours à contrôler

Pour cibler les établissements et les activités, l'UCR de Bretagne s'est appuyée sur des requêtes nationales visant à repérer des atypies de facturations. Il a été décidé d'affiner les analyses uniquement sur les établissements disposant d'un potentiel de dossiers à contrôler supérieur ou égal à 200, soit 11 établissements si on tient compte des 2 exclusions ci-dessus formulées par l'ARS.

Les ressources médicales formées au contrôle de la T2A autorisent l'organisation de 3 contrôles. Il n'existe pas de potentiel de contrôle dans le 22.

Afin de respecter une équité de traitement sur le territoire, nous envisageons un contrôle sur les 3 autres départements (29, 35 et 56).

Compte-tenu des priorités de ciblage et des exclusions, le potentiel de dossiers à contrôler ressortant dans les requêtes nationales porte sur les sujets suivants :

❖ **Champs de contrôle 1 à 9 : séjours avec comorbidités.** Il s'agit :

- Champs 1, 2, 3 : séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (2, 3 et 4), Tests 100, 101, 102
- Champs 4, 5, 6, 7, 8, 9 : séjours avec une seule comorbidité valorisant le séjour, cette comorbidité étant en proportion significativement plus élevée dans les séjours codés par l'établissement. Tests 121, 122, 136, 163, 168, 181
- Un contrôle externe de la T2A permet d'évaluer si cette atypie provient ou non d'une pratique régulière contraire aux règles de recueil, de hiérarchisation ou de codage dans le cadre du PMSI MCO.

Etablissements ex-DG et ex-OQN. Période : mars-décembre 2023.

❖ **Champ de contrôle 10 : séjours avec un taux atypique dans la racine 07C13. Cholécysectomies sans exploration de la voie biliaire principale pour affections aiguës.**

Pour une atypie telle que décrite ici, un contrôle externe permet d'évaluer si les éléments présents au dossier n'auraient pas dû favoriser un codage de certains dossiers orientant vers

une autre racine 07C141. *Cholécystectomies sans exploration de la voie biliaire principale à l'exception des affections aiguës.* Test n° 72
Etablissements ex-DG et ex-OQN. Période : mars-décembre 2023.

La sélection des séjours, par établissement, devra veiller à ne pas sélectionner le même séjour dans deux activités distinctes.

Compte-tenu des activités ciblées et des moyens à disposition pour contrôler, nous avons défini des critères afin d'optimiser l'efficacité de nos contrôles :

- 1) Ne pas retenir les assurés de plus de 79 ans
- 2) Ne retenir que les séjours entre 1 et 8 jours
- 3) Ne retenir que les séjours comportant au maximum 2 RUM

A l'issue de ces travaux, l'UCR a décidé de faire les propositions de contrôle suivantes à la commission de contrôle.

4.5 Les établissements

La sélection des établissements a répondu aux critères suivants :

- Absence de SMA
- Répartition équilibrée selon le statut
- Répartition équilibrée sur le territoire breton

3 établissements ont ainsi été retenus :

| Etablissements publics/ESPIC | Etablissements privés |
|--|-----------------------|
| Centre Hospitalier Universitaire de Brest GH Bretagne Sud Lorient | CH privé St Grégoire |

Le nombre de dossiers à contrôler répond aux critères suivants :

- Tenue de l'objectif national de dossiers à contrôler (1479 dossiers)
- Temps estimé moyen de contrôle par dossier
- Activité globale de l'établissement
- Ressources humaines mobilisables
- Contraintes pour l'établissement
- Marge de sécurité liée aux potentielles factures rectificatives et dossiers qui seront non retrouvés lors du contrôle. Au total, on prévoit de contrôler 1553 dossiers.

4.6 Activités et volumes à contrôler par établissement :

❖ **CHU de Brest : 590 dossiers à contrôler.**

Champs de contrôle 2, 3, 4, 5 : tirage au sort de 540 dossiers sur un potentiel de 930 dossiers en atypie.

Il s'agit de :

- Champs de contrôle 2 et 3 : Séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4),
- Champs de contrôle 4 et 5 : Séjours avec une seule comorbidité valorisant le séjour, cette comorbidité étant en proportion significativement plus élevée dans les séjours codés par l'établissement.

Pour les tests ayant un potentiel de dossiers à contrôler ≤ 100 , l'exhaustivité de l'échantillon sera contrôlée. Pour les tests ayant un potentiel de dossiers à contrôler > 100 , on tirera au sort les dossiers à contrôler avec un pourcentage de tirage au sort égal pour chaque test jusqu'à obtenir l'objectif de dossiers à contrôler.

Un contrôle externe de la T2A permet d'évaluer si cette atypie provient ou non d'une pratique régulière contraire aux règles de recueil, de hiérarchisation ou de codage dans le cadre du PMSI MCO.

Champ de contrôle 10 : Contrôle de l'exhaustivité des 50 dossiers en atypie dont la date d'entrée est différente de la date de sortie.

Il s'agit de séjours avec un taux atypique dans la racine 07C13. *Cholécystectomies sans exploration de la voie biliaire principale pour affections aiguës*. Pour une atypie telle que décrite ici, un contrôle externe permet d'évaluer si les éléments présents au dossier n'auraient pas dû favoriser un codage de certains dossiers orientant vers une autre racine 07C141. *Cholécystectomies sans exploration de la voie biliaire principale à l'exception des affections aiguës*.

❖ **CH privé St Grégoire : (Contrôle de l'exhaustivité des dossiers correspondant aux critères de ciblage des tests) 373 dossiers à contrôler.**

Champs de contrôle 1, 2, 3, 6, 7, 8, 9 : Contrôle de l'exhaustivité des 335 dossiers en atypie.

Il s'agit de :

- Champs de contrôle 1, 2 et 3 : soit des séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4),
- Champs de contrôle 6, 7 et 8 : soit de séjours avec une seule comorbidité valorisant le séjour, cette comorbidité étant en proportion significativement plus élevée dans les séjours codés par l'établissement.
- Champ de contrôle N° 9 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) avec niveau de sévérité dû aux seuls codes du regroupement « complications postopératoires »

Un contrôle externe de la T2A permet d'évaluer si cette atypie provient ou non d'une pratique régulière contraire aux règles de recueil, de hiérarchisation ou de codage dans le cadre du PMSI MCO.

Champ de contrôle 10 : Contrôle de l'exhaustivité des 38 dossiers en atypie dont la date d'entrée est différente de la date de sortie.

Il s'agit de séjours avec un taux atypique dans la racine 07C13. *Cholécystectomies sans exploration de la voie biliaire principale pour affections aiguës*. Pour une atypie telle que décrite ici, un contrôle externe permet d'évaluer si les éléments présents au dossier

n'auraient pas dû favoriser un codage de certains dossiers orientant vers une autre racine 07C141. *Cholécystectomies sans exploration de la voie biliaire principale à l'exception des affections aiguës.*

❖ **GHBS : (Tirage au sort d'un échantillon de dossiers dans un test significatif) 590 dossiers à contrôler.**

Champs de contrôle 2, 3, 4, 5 : tirage au sort de 511 dossiers sur un potentiel de 916 dossiers en atypie.

Il s'agit :

- Champs de contrôle 2 et 3 : soit des séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4),
- Champs de contrôle 4 et 5 : soit de séjours avec une seule comorbidité valorisant le séjour, cette comorbidité étant en proportion significativement plus élevée dans les séjours codés par l'établissement.

Pour les tests ayant un potentiel de dossiers à contrôler $<$ ou $=$ 100, l'exhaustivité de l'échantillon sera contrôlée. Pour les tests ayant un potentiel de dossiers à contrôler $>$ à 100, on tirera au sort les dossiers à contrôler avec un pourcentage de tirage au sort égal pour chaque test jusqu'à obtenir l'objectif de dossiers à contrôler.

Un contrôle externe de la T2A permet d'évaluer si cette atypie provient ou non d'une pratique régulière contraire aux règles de recueil, de hiérarchisation ou de codage dans le cadre du PMSI MCO.

Champ de contrôle 10 : Contrôle de l'exhaustivité des 79 dossiers en atypie dont la date d'entrée est différente de la date de sortie.

Il s'agit de séjours avec un taux atypique dans la racine 07C13. *Cholécystectomies sans exploration de la voie biliaire principale pour affections aiguës.* Pour une atypie telle que décrite ici, un contrôle externe permet d'évaluer si les éléments présents au dossier n'auraient pas dû favoriser un codage de certains dossiers orientant vers une autre racine 07C141. *Cholécystectomies sans exploration de la voie biliaire principale à l'exception des affections aiguës.*

5 Calendrier prévisionnel de mise en oeuvre

Le calendrier pour la mise en oeuvre du programme de contrôle 2024 et concernant les séjours de l'année 2023 est le suivant :

- ✓ Définition du volume du contrôle : novembre 2024
- ✓ Présentation en Commission de Contrôle : 22 novembre 2024,
- ✓ Programme arrêté par décision de la directrice de l'ARS : novembre 2024,
- ✓ Information par Madame la Directrice de l'ARS des établissements inclus dans le programme de contrôle en décembre selon la programmation des contrôles au cours de l'année.
- ✓ Mise en oeuvre des contrôles sur site à partir de janvier à avril 2025.

6 Procédure

En fonction des modalités de sélection des activités et de l'inclusion ou non des séjours sélectionnés par ERASME dans DATIM, certaines tâches peuvent ne pas être réalisées.

| Action | Effecteur | Receveur |
|---|---------------|---------------|
| Réunion des contrôleurs | UCR | Contrôleurs |
| Modèles courriers info contrôle | UCR | ARS |
| Lettres de mission | UCR | Contrôleurs |
| Lettre ARS info contrôle | DARS | Etablissement |
| Prise de RdV téléphone | Resp contrôle | Etablissement |
| Confirmation RdV | Resp contrôle | Etablissement |
| Constitution du panier de contrôle (feuille d'extraction) | UCR | DDAFF/ATIH |
| Transmission de liste des RSS (SecRSSCand) via LEDDA (site ATIH)_Envoi par BlueFiles | Etablissement | Contrôleur |
| Tirage au sort par OGC. Constitution de l'échantillon (Fichier SecRSSDef)_Envoi par BlueFiles | Contrôleur | Etablissement |
| Finalisation du « Fichier SecRSSCH »_via LEDDA Envoi par BlueFiles | Etablissement | Contrôleur |
| Sortie des dossiers | Etablissement | |
| Début du contrôle sur site | Resp contrôle | Etablissement |
| Fin du contrôle sur site | Resp contrôle | Etablissement |
| Réunion de restitution | Resp contrôle | Etablissement |
| Envoi rapport de contrôle | Resp contrôle | Etablissement |
| Retour rapport de contrôle | Etablissement | Resp contrôle |
| Envoi rapport final paraphé | Resp contrôle | UCR |
| Validation rapport de contrôle | UCR | |
| Réponse de l'UCR à l'établissement | UCR | Etablissement |
| Saisine éventuelle de l'ATIH | UCR | ATIH |
| Constitution du fichier final | UCR | |
| Transmission fichier final | UCR | Cellule indus |
| Rédaction rapport synthèse | UCR | |
| Envoi rapport de synthèse | UCR | ARS |
| Validation rapport synthèse (Commission de contrôle) | ARS | |
| Transmission des courriers de notification de paiement des sommes indûment perçues | Cellule indus | UCR |
| Envoi courriers de notification de paiement des sommes indûment perçues | UCR | Caisses |



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



7 DETAIL PAR ETABLISSEMENT

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|------|------|------|------|------|--|--|--|--|--|--|
| 29 000 001 7 Nom : C.H.U. de Brest 2 avenue Foch 29200 Brest | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Période contrôlée du 01/03/2023 au 31/12/2023 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Organisme responsable du contrôle sur site : DRSM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Médecin conseil responsable du contrôle sur site : Docteur Florence KERLOGOT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Période du contrôle : du 01/01/2025 au 30/04/2025 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Champ de contrôle N°2 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) dans des racines avec une proportion élevée de séjours de niveau 3 (test 101) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Motif de ciblage : séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de dossiers ciblés : 354 séjours | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Modalités de sélection : Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants : <table border="1"> <tr> <td>7076</td><td>6769</td><td>4295</td><td>3122</td><td>3537</td><td>2131</td><td>3959</td><td>3542</td><td>3117</td><td>0235</td><td>2136</td><td>2160</td> </tr> <tr> <td></td><td>4775</td><td>2516</td><td>2526</td><td>2145</td><td>1136</td><td>3065</td><td>0240</td><td>1699</td><td>1750</td><td>6528</td><td>1695</td> </tr> <tr> <td></td><td>1144</td><td>1736</td><td>2883</td><td>1163</td><td>1704</td><td>7965</td><td>5186</td><td>6792</td><td>3039</td><td>3127</td><td>6184</td> </tr> <tr> <td></td><td>5188</td><td>5375</td><td>5740</td><td>1202</td><td>5247</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table> et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs ≤ 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors mono RUM d'UHCD. Tirage au sort du nombre programmé de séjours à contrôler : 175 | 7076 | 6769 | 4295 | 3122 | 3537 | 2131 | 3959 | 3542 | 3117 | 0235 | 2136 | 2160 | | 4775 | 2516 | 2526 | 2145 | 1136 | 3065 | 0240 | 1699 | 1750 | 6528 | 1695 | | 1144 | 1736 | 2883 | 1163 | 1704 | 7965 | 5186 | 6792 | 3039 | 3127 | 6184 | | 5188 | 5375 | 5740 | 1202 | 5247 | | | | | | |
| 7076 | 6769 | 4295 | 3122 | 3537 | 2131 | 3959 | 3542 | 3117 | 0235 | 2136 | 2160 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 4775 | 2516 | 2526 | 2145 | 1136 | 3065 | 0240 | 1699 | 1750 | 6528 | 1695 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 1144 | 1736 | 2883 | 1163 | 1704 | 7965 | 5186 | 6792 | 3039 | 3127 | 6184 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 5188 | 5375 | 5740 | 1202 | 5247 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Activité sanctionnable : NON | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Champ de contrôle N°3 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) dans des racines de niveau 4 de proportion élevée par catégorie majeure de diagnostics (test 102) | | | | | | | | | | | |
| Motif de ciblage : séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4) | | | | | | | | | | | |
| Nombre de dossiers à contrôler : 98 séjours (exhaustivité) | | | | | | | | | | | |
| Modalités de sélection : Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants : | | | | | | | | | | | |
| 1954 | 1756 | 1482 | 1732 | 2132 | 3533 | 6180 | 2018 | 3970 | 3960 | 1465 | 7966 |
| | 1478 | 4325 | 5636 | 1942 | 0221 | 1847 | 7067 | 4296 | 4301 | 2137 | 0317 |
| | 0254 | 2007 | 2161 | 3929 | 1700 | 0293 | 2146 | 1829 | 1788 | 4291 | 1487 |
| | 0263 | 0288 | 1779 | 0267 | 0275 | 2151 | 5630 | 1474 | | | |
| et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs < =2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors mono RUM d'UHCD. | | | | | | | | | | | |
| Activité sanctionnable : NON | | | | | | | | | | | |
| Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Champ de contrôle N°4 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) avec une seule CMA valorisant le niveau 3 du GHM (test 121) | | | | | | | | | | | |
| Motif de ciblage : séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4) | | | | | | | | | | | |
| Nombre de dossiers : 416 séjours | | | | | | | | | | | |
| Modalités de sélection : Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants : | | | | | | | | | | | |
| 6504 | 3913 | 6774 | 3928 | 2521 | 3918 | 0274 | 3433 | 7081 | 7086 | 4300 | 1464 |
| | 1140 | 1216 | 1132 | 4976 | 2954 | 6194 | 1755 | 1998 | 1153 | 2126 | 4971 |
| | 2891 | 2536 | 0512 | 7611 | 6783 | 0292 | 0253 | 4170 | 2546 | 2150 | 2843 |
| | 0671 | 4114 | 1173 | 3969 | 3547 | 7976 | 0862 | 3083 | 3633 | 7586 | 2531 |
| | 0270 | 6174 | 5222 | 1158 | 1989 | 1182 | 6110 | 4928 | 0028 | 2551 | 1168 |
| | 6206 | 1769 | 0297 | 0870 | 2887 | 3108 | 3075 | 4924 | 7855 | 2781 | 2823 |
| | 1468 | 2196 | 3532 | 3923 | 8804 | 7066 | 1941 | 2333 | 2140 | 1192 | 2174 |
| | 3070 | 4533 | 4515 | 2785 | 0024 | 0321 | 7417 | 1985 | 0245 | 3203 | 1473 |
| | 1949 | 2169 | 6489 | 3527 | 3157 | 2002 | 0316 | 4551 | 2793 | 3060 | 7428 |
| | 1953 | 3947 | 5217 | 0032 | 3141 | 0220 | 0230 | 1792 | 0086 | 7274 | 0278 |
| | 8703 | 2903 | 0210 | 0531 | 0828 | 3048 | 0635 | 2810 | 3522 | 4324 | 7972 |
| | 1501 | 0036 | 2006 | 1971 | 0836 | 1846 | 3113 | 6533 | 2806 | 6179 | 2789 |
| | 6538 | 4275 | 0452 | 1187 | 7125 | 2858 | 0257 | 1745 | 3943 | 4160 | 7422 |
| | 0412 | 7096 | 1007 | 1177 | 0853 | 6485 | 7091 | 7101 | 4333 | 2155 | 4320 |
| | 7269 | 3052 | 4290 | 2178 | | | | | | | |
| et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs < =2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors suppléments REA et REP, hors mono RUM d'UHCD et hors CMD 14 et 15. | | | | | | | | | | | |
| Tirage au sort du nombre programmé de séjours à contrôler : 205 | | | | | | | | | | | |
| Activité sanctionnable : NON | | | | | | | | | | | |
| Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|------|------|------|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Champ de contrôle N°5 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) avec une seule CMA valorisant le niveau 4 du GHM (test 122) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Motif de ciblage : séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de dossiers à contrôler : 62 séjours (exhaustivité) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Modalités de sélection : Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants : <table border="0"> <tr> <td>0672</td><td>3114</td><td>2346</td><td>1217</td><td>2532</td><td>4942</td><td>8805</td><td>0513</td><td>1145</td><td>1154</td><td>6490</td><td>2517</td> </tr> <tr> <td></td><td>4977</td><td>7423</td><td>4171</td><td>7612</td><td>2884</td><td>4776</td><td>6486</td><td>2547</td><td>2864</td><td>0871</td><td>3066</td> </tr> <tr> <td></td><td>3040</td><td>1169</td><td>2955</td><td>2951</td><td>2964</td><td>8704</td><td>0833</td><td>2522</td><td>2772</td><td>1164</td><td>7418</td> </tr> <tr> <td></td><td>6798</td><td>6793</td><td>2354</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table> et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs < =2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors suppléments REA et REP, hors mono RUM d'UHCD et hors CMD 14 et 15. | 0672 | 3114 | 2346 | 1217 | 2532 | 4942 | 8805 | 0513 | 1145 | 1154 | 6490 | 2517 | | 4977 | 7423 | 4171 | 7612 | 2884 | 4776 | 6486 | 2547 | 2864 | 0871 | 3066 | | 3040 | 1169 | 2955 | 2951 | 2964 | 8704 | 0833 | 2522 | 2772 | 1164 | 7418 | | 6798 | 6793 | 2354 | | | | | | | | |
| 0672 | 3114 | 2346 | 1217 | 2532 | 4942 | 8805 | 0513 | 1145 | 1154 | 6490 | 2517 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 4977 | 7423 | 4171 | 7612 | 2884 | 4776 | 6486 | 2547 | 2864 | 0871 | 3066 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 3040 | 1169 | 2955 | 2951 | 2964 | 8704 | 0833 | 2522 | 2772 | 1164 | 7418 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 6798 | 6793 | 2354 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Activité sanctionnable : NON | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| |
|--|
| Champ de contrôle N° 10 : séjours avec un taux atypique dans la racine 07C13 |
| Motif de ciblage : Séjours avec un taux atypique dans la racine 07C13 Cholécystectomies sans exploration de la voie biliaire principale pour affections aiguës (test 072) |
| Nombre de dossiers à contrôler : 50 séjours (exhaustivité) |
| Modalités de sélection : Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants GHM ciblés correspondants aux séjours des GHS suivants : 2347 2348 2350 2349 et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs < =2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès. |
| Activité sanctionnable : NON |
| Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes |



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



35 000 012 1

Nom : CHP Saint Grégoire

6 bd de la Boutière 35768 SAINT GREGOIRE

Période contrôlée du 01/03/2023 au 31/12/2023

Organisme responsable du contrôle sur site : DRSM

Médecin conseil responsable du contrôle sur site : Docteur Cécile CURTO

Période du contrôle : du 01/01/2025 au 30/04/2025

Champ de contrôle N°1 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) Séjours dans des racines avec une proportion élevée de séjours de niveau 2 (test 100)

Motif de ciblage : séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4)

Nombre de dossiers à contrôler : 95 séjours (exhaustivité)

Modalités de sélection :

Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants :

1143 2515 2130 4323 4169 6183 2902 2898

et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs ≤ 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors mono RUM d'UHCD.

Activité sanctionnable : NON

Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes

Champ de contrôle N°2 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) dans des racines avec une proportion élevée de séjours de niveau 3 (test 101)

Motif de ciblage : séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (2, 3 ou 4)

Nombre de dossiers à contrôler : 32 séjours (exhaustivité)

Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants :

3532 1941 4295 4775 2891

et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs ≤ 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors mono RUM d'UHCD

Activité sanctionnable: NON

Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes

Champ de contrôle N°3 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) avec dans des racines de niveau 4 de proportion élevée par catégorie majeure de diagnostics (test 102)

Motif de ciblage : séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4)

Nombre de dossiers à contrôler : 7 séjours (exhaustivité)



| |
|--|
| <p>Modalités de sélection :</p> <p>Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants :</p> <p>2132 4296 2161 2951</p> <p>et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs < =2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors mono RUM d'UHCD.</p> |
| <p>Activité sanctionnable : NON</p> |
| <p>Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes</p> |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|--|------|------|------|------|------|--|--|--|--|--|
| <p>Champ de contrôle N° 6 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) avec une seule CMA valorisante E43-E44-E46-R64 Malnutrition (test 136)</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Motif de ciblage : séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4)</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Nombre de dossiers à contrôler : 94 séjours (exhaustivité)</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Modalités de sélection :</p> <p>Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants :</p> <table border="0"> <tr> <td>2131</td><td>1464</td><td>6179</td><td>0844</td><td>1949</td><td>1463</td><td>3432</td><td>4923</td><td>6184</td><td>1971</td><td>0274</td><td>3127</td> </tr> <tr> <td></td><td>2883</td><td>2784</td><td>4113</td><td>1144</td><td>0297</td><td>2781</td><td>2174</td><td>2785</td><td>3913</td><td>2793</td><td>2178</td> </tr> <tr> <td></td><td>2823</td><td>2150</td><td>6528</td><td>2516</td><td>1216</td><td>2140</td><td>2546</td><td>2160</td><td>3113</td><td>2887</td><td>3969</td> </tr> <tr> <td></td><td>3108</td><td>2345</td><td>3959</td><td>2017</td><td>2145</td><td>2903</td><td>4141</td><td>3437</td><td>6161</td><td>7964</td><td>1948</td> </tr> <tr> <td></td><td>7091</td><td>3433</td><td>2006</td><td>1940</td><td>4170</td><td>3436</td><td>4928</td><td>3065</td><td>2833</td><td>2144</td><td>2173</td> </tr> <tr> <td></td><td></td><td>2005</td><td>2789</td><td>3542</td><td>6110</td><td>1153</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table> <p>et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs < = 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors suppléments REA et REP.</p> | 2131 | 1464 | 6179 | 0844 | 1949 | 1463 | 3432 | 4923 | 6184 | 1971 | 0274 | 3127 | | 2883 | 2784 | 4113 | 1144 | 0297 | 2781 | 2174 | 2785 | 3913 | 2793 | 2178 | | 2823 | 2150 | 6528 | 2516 | 1216 | 2140 | 2546 | 2160 | 3113 | 2887 | 3969 | | 3108 | 2345 | 3959 | 2017 | 2145 | 2903 | 4141 | 3437 | 6161 | 7964 | 1948 | | 7091 | 3433 | 2006 | 1940 | 4170 | 3436 | 4928 | 3065 | 2833 | 2144 | 2173 | | | 2005 | 2789 | 3542 | 6110 | 1153 | | | | | |
| 2131 | 1464 | 6179 | 0844 | 1949 | 1463 | 3432 | 4923 | 6184 | 1971 | 0274 | 3127 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 2883 | 2784 | 4113 | 1144 | 0297 | 2781 | 2174 | 2785 | 3913 | 2793 | 2178 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 2823 | 2150 | 6528 | 2516 | 1216 | 2140 | 2546 | 2160 | 3113 | 2887 | 3969 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 3108 | 2345 | 3959 | 2017 | 2145 | 2903 | 4141 | 3437 | 6161 | 7964 | 1948 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 7091 | 3433 | 2006 | 1940 | 4170 | 3436 | 4928 | 3065 | 2833 | 2144 | 2173 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | 2005 | 2789 | 3542 | 6110 | 1153 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Activité sanctionnable : NON</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|------|------|------|--|--|--|--|--|--|--|--|
| <p>Champ de contrôle N° 7 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) avec une seule CMA valorisante R33 Rétention d'urine (test 163)</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Motif de ciblage : séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4)</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Nombre de dossiers à contrôler : 26 séjours (exhaustivité)</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Modalités de sélection :</p> <p>Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants :</p> <table border="0"> <tr> <td>2792</td><td>4519</td><td>4774</td><td>1992</td><td>3743</td><td>4332</td><td>2144</td><td>3112</td><td>2784</td><td>2886</td><td>3113</td><td>1698</td> </tr> <tr> <td></td><td>1979</td><td>1463</td><td>2324</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table> <p>et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs < = 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors suppléments REA et REP</p> | 2792 | 4519 | 4774 | 1992 | 3743 | 4332 | 2144 | 3112 | 2784 | 2886 | 3113 | 1698 | | 1979 | 1463 | 2324 | | | | | | | | |
| 2792 | 4519 | 4774 | 1992 | 3743 | 4332 | 2144 | 3112 | 2784 | 2886 | 3113 | 1698 | | | | | | | | | | | | | |
| | 1979 | 1463 | 2324 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Activité sanctionnable : NON</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| |
|--|
| <p>Champ de contrôle N° 8 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) avec une seule CMA valorisante T81 Complications d'actes à visée diagnostique et thérapeutique (test 168)</p> |
| <p>Motif de ciblage : séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4)</p> |
| <p>Nombre de dossiers à contrôler : 71 séjours (exhaustivité)</p> |



Modalités de sélection :

- Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants :

| | | | | | | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 4519 | 2005 | 4924 | 4170 | 6110 | 2155 | 2159 | 0031 | 2144 | 2516 | 4532 | 0656 |
| | 1948 | 5222 | 3412 | 0239 | 1940 | 3452 | 2862 | 3642 | 3521 | 2160 | 7421 |
| | 4979 | 1976 | 4121 | 7975 | 3472 | 4774 | 0848 | 1975 | 2154 | 3755 | 3047 |
| | 2546 | 4117 | 1956 | 4923 | 2788 | 2809 | 3432 | 3743 | 2890 | 3436 | 4550 |

et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs ≤ 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors suppléments REA et REP

Activité sanctionnable : NON

Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes

Champ de contrôle N°9 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) avec niveau de sévérité dû aux seuls codes du regroupement « complications postopératoires » (test 181)

Motif de ciblage : séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (2, 3 ou 4)

Nombre de dossiers à contrôler : 10 séjours (exhaustivité)

Modalités de sélection :

Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants :

| | | | | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 2005 | 1467 | 4554 | 3632 | 3422 | 3452 | 1463 | 2021 | 2780 | 3531 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|

et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs ≤ 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès.

Activité sanctionnable: NON

Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes

Champ de contrôle N°10 : séjours avec un taux atypique dans la racine 07C13

Motif de ciblage : Séjours avec un taux atypique dans la racine 07C13 Cholécystectomies sans exploration de la voie biliaire principale pour affections aiguës (test 072)

Nombre de dossiers à contrôler : 38 séjours (exhaustivité)

Modalités de sélection :

Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants GHM ciblés correspondants aux séjours des GHS suivants : 2347 2348 2349

et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs ≤ 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès

Activité sanctionnable : NON

Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes



56 000 574 6

Nom : Groupe Hospitalier Bretagne Sud
5 avenue de Choiseul BP 12333 56322 LORIENT

Période contrôlée du 01/03/2023 au 31/12/2023

Organisme responsable du contrôle sur site : DRSM

Médecin conseil responsable du contrôle sur site : Docteur Sylvie DANCOISNE

Période du contrôle : du 01/01/2025 au 30/04/2025

Champ de contrôle N° 2 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) dans des racines avec une proportion élevée de séjours de niveau 3 (test 101)

Motif de ciblage : Séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4)

Nombre de dossiers : 554 séjours

Modalités de sélection :

Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants : GHM ciblés de niveaux 3 ou 4 correspondants aux séjours des GHS suivants :

| | | | | | | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 1153 | 1144 | 3117 | 6184 | 7066 | 2136 | 4295 | 3913 | 1136 | 2546 | 0316 | 3959 |
| | 1769 | 2516 | 2521 | 1163 | 0266 | 3083 | 1755 | 3052 | 2531 | 3969 | 7269 |
| | 3537 | 3522 | 3127 | 2891 | 1187 | 3108 | 1197 | 3039 | 2131 | 3065 | 1202 |
| | 6179 | 1736 | 1782 | 7081 | 0292 | 2883 | 3532 | 3157 | 3928 | 3113 | 2823 |
| | 2160 | 1750 | 6528 | 7965 | 2178 | 4300 | 2145 | 2140 | 2526 | 6769 | |

et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs ≤ 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors mono RUM d'UHCD.

Tirage au sort du nombre programmé de séjours : 277

Activité sanctionnable : NON

Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes

Champ de contrôle N°3 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) dans des racines de niveau 4 de proportion élevée par catégorie majeure de diagnostics (test 102)

Motif de ciblage : Séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4)

Nombre de dossiers à contrôler : 73 séjours (exhaustivité)

Modalités de sélection :

Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants : GHM ciblés de niveaux 3 ou 4 correspondants aux séjours des GHS suivants :

| | | | | | | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 7087 | 3533 | 0241 | 7077 | 1770 | 7977 | 6185 | 4776 | 3924 | 3919 | 3970 | 6202 |
| | 7966 | 3543 | 1942 | 1756 | 1798 | 4296 | 0275 | 3076 | 0298 | 3914 | 0246 |
| | 1783 | 3142 | 1751 | 2007 | 0288 | 1954 | 3562 | 7102 | 3960 | 3929 | 1793 |
| | 3040 | | | | | | | | | | |

et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs ≤ 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors mono RUM d'UHCD.

Activité sanctionnable : NON

Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes



Champ de contrôle N°4 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) avec une seule CMA valorisant le niveau 3 du GHM (test 121)

Motif de ciblage : Séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4)

Nombre de dossiers : 255 séjours

Modalités de sélection :

Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants : GHM ciblés de niveaux 3 ou 4 correspondants aux séjours des GHS suivants :

| | | | | | | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 0297 | 1216 | 3613 | 4775 | 3075 | 1158 | 0245 | 7076 | 0220 | 2551 | 2017 | 7976 |
| | 0512 | 2174 | 2150 | 1192 | 0253 | 7120 | 1980 | 6792 | 3943 | 2810 | 2950 |
| | 4936 | 1481 | 0274 | 1941 | 0844 | 1168 | 1957 | 0422 | 5222 | 1704 | 7586 |
| | 3547 | 3060 | 7274 | 7125 | 2843 | 0040 | 7422 | 3141 | 3552 | 1745 | 1177 |
| | 8804 | 2572 | 1132 | 2345 | 0278 | 3122 | 0452 | 0240 | 0230 | 0270 | 0462 |
| | 3923 | 3557 | 0235 | 1731 | 1140 | 0853 | 1971 | 2887 | 3427 | 0086 | 0836 |
| | 7086 | 2002 | 1823 | 6485 | 2563 | 1976 | 4286 | 1486 | 7566 | 4310 | 3517 |
| | 1173 | 7602 | 5217 | 0709 | 4333 | 1792 | 3433 | 4324 | 2192 | 3757 | 1207 |
| | 3542 | 0210 | 1797 | 0302 | 2155 | 6489 | 4924 | 0321 | 7091 | 4932 | 2169 |
| | 1985 | 1841 | 2916 | | | | | | | | |

et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs ≤ 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors suppléments REA et REP, hors mono RUM d'UHCD et hors CMD 14 et 15.

Tirage au sort du nombre programmé de séjours : 127

Activité sanctionnable : NON

Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes

Champ de contrôle N° 5 : séjours avec comorbidité (Priorité nationale) avec une seule CMA valorisant le niveau 4 du GHM (test 122)

Motif de ciblage : Séjours dans des racines avec une proportion significativement plus élevée de comorbidités (3 ou 4)

Nombre de dossiers à contrôler : 34 séjours (exhaustivité)

Modalités de sélection :

Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants : GHM ciblés de niveaux 3 ou 4 correspondants aux séjours des GHS suivants :

| | | | | | | | | | | | |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 2951 | 1154 | 2132 | 0706 | 5223 | 1217 | 0854 | 1145 | 6490 | 6784 | 2161 | 2137 |
| | 0517 | 6775 | 7270 | 0513 | 1159 | 2127 | 1198 | 0863 | 1164 | 4276 | 2146 |

et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs ≤ 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès, hors suppléments REA et REP, hors mono RUM d'UHCD et hors CMD 14 et 15.

Activité sanctionnable : NON

Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



| |
|---|
| Champ de contrôle N° 10 : séjours avec un taux atypique dans la racine 07C13 |
| Motif de ciblage : Séjours avec un taux atypique dans la racine 07C13 Cholécystectomies sans exploration de la voie biliaire principale pour affections aiguës (test 072) |
| Nombre de dossiers à contrôler : 79 séjours (exhaustivité) |
| Modalités de sélection : Requête DATIM - OSCT selon les critères suivants GHM ciblés correspondants aux séjours des GHS suivants : 2348 2347 2349 2350 et âge entre 2 et 80 ans et un nombre de RUM inférieurs ≤ 2 et une durée de séjour de 1 à 8 jours, hors décès. |
| Activité sanctionnable : NON |
| Type de champ contrôlé : séjours ayant des caractéristiques communes |

Préfecture de la zone de défense et de sécurité
Ouest

R53-2024-12-07-00001

Arrêté du 7 décembre 2024 portant dérogation
exceptionnelle à titre temporaire à l'interdiction
de circulation à certaines périodes des véhicules
de transport de marchandises de plus de 7,5
tonnes de ptac affectés au transport de
carburants

**ARRÊTÉ DU 07 DÉCEMBRE 2024
PORTANT DÉROGATION EXCEPTIONNELLE À TITRE TEMPORAIRE À L'INTERDICTION
DE CIRCULATION À CERTAINES PÉRIODES DES VÉHICULES DE TRANSPORT DE
MARCHANDISES DE PLUS DE 7,5 TONNES DE PTAC
AFFECTÉS AU TRANSPORT DE CARBURANTS**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

VU le Code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R.122-1 et suivants ;

VU le Code de la route, notamment son article R. 411-18 ;

VU l'arrêté du 16 avril 2021 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes, notamment ses articles 1, 2 et 5-I ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

CONSIDÉRANT la tempête en cours ce samedi 07 décembre qui a touché plusieurs départements de la zone Ouest, notamment la région Bretagne, ses nombreux impacts ayant rendu nécessaire le recours à de très nombreux groupes électrogènes dont il convient de s'assurer qu'ils pourront être alimentés ;

CONSIDÉRANT les interdictions de circulation du dimanche 08 Décembre 2024 (jour férié) qui n'ont pas permis le réapprovisionnement normal des stations-service

CONSIDÉRANT que cette situation peut avoir des effets dépassant ou susceptibles de dépasser le cadre d'un département ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de faciliter le transport de ces marchandises et de déroger de manière exceptionnelle aux interdictions de circulation prévues à l'arrêté ministériel du 16 avril 2021 susvisé ;

SUR PROPOSITION de l'État-major interministériel de zone :

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La circulation des véhicules de transport de marchandises de plus de 7,5 tonnes de PTAC, en charge ou en retour à vide, affectés au transport routier de carburants et participant au réapprovisionnement des réseaux de distribution, ainsi que des secteurs industriel, agricole et des transports routiers, est exceptionnellement autorisée dans certains départements de la zone de défense et de sécurité Ouest dans les conditions suivantes :

- le dimanche 08 Décembre de 5h00 à 22h00
- dans les départements des Côtes d'Armor (22), du Finistère (29), de l'Ille-et-Vilaine (35), et Morbihan (56) .

ARTICLE 2 : Les conducteurs des véhicules doivent pouvoir justifier de la conformité du transport effectué au titre des dispositions de la présente dérogation en cas de contrôle. Les justificatifs doivent être fournis aux agents de contrôle et se trouver à bord du véhicule, ou être immédiatement accessibles s'ils sont dématérialisés.

ARTICLE 3 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs : les préfets des départements, les directeurs départementaux des territoires (et de la mer), les directeurs départementaux de la sécurité publique, les commandants des groupements de gendarmerie départementale.

Rennes le 07.12.2024
Pour le Préfet de zone
Le Préfet délégué

Signé
Hervé TOURMENTE

Délais et voies de recours : Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou publication, devant le tribunal administratif de Rennes qui peut être saisi via l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de zone. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Préfecture de la zone de défense et de sécurité
Ouest

R53-2024-12-07-00002

Arrêté portant délégation de signature du préfet
de la zone de défense et de sécurité Ouest au
directeur zonal de la police nationale



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté portant délégation de signature du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest
au directeur zonal de la police nationale**

**Le préfet de la région Bretagne,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest,
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2023-1013 du 2 novembre 2023 relatif aux services déconcentrés et à l'organisation de la police nationale ;

Vu le décret n° 2023-1108 du 29 novembre 2023 portant création des services déconcentrés de la police nationale

Vu le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu la décision du 27 décembre 2023 portant désignation des responsables de budgets opérationnels de programme et d'unités opérationnelles pour le programme 176 - Police nationale ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2023 nommant M. Jean-François PAPINEAU en qualité de directeur zonal de la police nationale ;

Sur proposition du préfet délégué pour la défense et la sécurité Ouest ;

ARRÊTÉ :

Article 1^{er} : Délégation est donnée à M. Jean-François PAPINEAU, inspecteur général, directeur zonal de la police nationale, pour assurer les missions de responsable de l'unité opérationnelle DZPN (UO 0176-DOUE-DZ35) du BOP zonal 176 - Police nationale (BOP 0176-DOUE).

Cette délégation autorise le directeur zonal de la police nationale à signer, au nom du préfet de zone de défense et de sécurité Ouest, tous actes, décisions, pièces justificatives relatives aux dépenses et aux opérations de régularisation relevant de cette unité opérationnelle.

Le directeur zonal de la police nationale rend compte chaque année au préfet de zone de défense et de sécurité de l'exécution de la présente délégation.

Article 2 : M. Jean-François PAPINEAU est autorisé à subdéléguer à des personnels placés sous son autorité, dans le cadre de leurs compétences et fonctions, tout ou partie des attributions mentionnées aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus, par arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bretagne.

Article 3 : Le préfet délégué pour la défense et la sécurité Ouest et le directeur zonal de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bretagne.

Fait à Rennes, le **07 DEC. 2024**

Le Préfet



Amaury de SAINT-QUENTIN

préfecture de région

R53-2024-12-11-00001

2024_12_11_PDA_FOLGOET_LESNEVEN_PLOUDA
NIEL_PLOUNEOU_BRIGNOGAN_PLAGES

ARRÊTÉ

**portant création des périmètres délimités des abords
de l'Église Notre-Dame du Folgoët, commune du Folgoët, de l'Ancien prieuré, commune
du Folgoët, du Clocher de l'église, commune de Lesneven, de la Chapelle Saint-Eloi,
commune de Ploudaniel, du Manoir de Trébodennic, commune de Ploudaniel, du
Calvaire de Pont-ar-Groas, commune de Plouneour-Brignogan-Plages, du Phare de
Pontusval, commune de Plouneour-Brignogan-Plages,
protégés au titre des monuments historiques**

LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE, PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.123-1 ;

Vu le code du patrimoine, notamment ses articles L.621-30 à L.621-32 et R.621-92 à R.621-95 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.132-2 ;

Vu le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et sécurité Ouest, préfet d'Ille et Vilaine ;

Vu l'arrêté de madame la présidente de la communauté de communes de Lesneven Côte des Légendes en date du 5 janvier 2024 et portant ouverture d'une enquête publique unique relative au projet d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local d'habitat, création de 6 périmètres délimités des abords des monuments historiques sur les communes de Lesneven, Le Folgoët, Ploudaniel, Plouneour-Brignogan-Plages et abrogation de la carte communale de Lanarvily ;

Vu la délibération en date du 26 avril 2017 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de Lesneven Côte des Légendes a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat (PLUi-H), définit les objectifs poursuivis et fixé les modalités de concertation mise en œuvre à l'occasion de cette procédure ;

Vu la proposition de l'architecte des bâtiments de France en date du 28 juin 2021 de réaliser un périmètre délimité des abords autour de l'Église Notre-Dame du Folgoët, commune du Folgoët, de l'Ancien prieuré, commune du Folgoët, du Clocher de l'église, commune de Lesneven, de la Chapelle Saint-Eloi, commune de Ploudaniel, du Manoir de Trébodennic, commune de Ploudaniel, du Calvaire de Pont-ar-Groas, commune de Plouneour-Brignogan-Plages, du Phare de Pontusval, commune de Plouneour-Brignogan-Plages ;

Vu le projet de périmètre délimité des abords :

- de l'Église Notre-Dame du Folgoët, commune du Folgoët, classée en 1840 ;
- de l'Ancien prieuré, commune du Folgoët, classé en 1889 ;
- du Clocher de l'église, commune de Lesneven, inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 11 mai 1932 ;
- de la Chapelle Saint-Eloi, commune de Ploudaniel, inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 3 juin 1932 ;
- du Manoir de Trébodennic, commune de Ploudaniel, inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 10 juin 1932 ;
- du Calvaire de Pont-ar-Groas, commune de Plouneour-Brignogan-Plages, inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 11 mai 1932 ;

- du Phare de Pontusval, commune de Plouneour-Brignogan-Plages, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 23 mai 2011.

Vu la délibération du conseil municipal du Folgoët en date du 24 mai 2023, approuvant le projet de création d'un périmètre délimité des abords autour de l'église Notre-Dame et de l'Ancien Prieuré ;

Vu la délibération du conseil municipal de Lesneven en date du 11 mai 2023, approuvant le projet de création d'un périmètre délimité des abords autour du Clocher de l'église ;

Vu la délibération du conseil municipal de Plouneour-Brignogan-Plages en date du 21 juin 2023, approuvant le projet de création d'un périmètre délimité des abords autour du Calvaire de Pont-ar-Groas et du Phare de Pontusval ;

Vu la délibération du conseil municipal de Ploudaniel en date du 1^{er} juin 2023, approuvant le projet de création d'un périmètre délimité des abords autour de la Chapelle Saint-Eloi et du Manoir de Trébodennic ;

Vu la délibération du conseil municipal de Plouedern en date du 20 juin 2023, approuvant le projet de création d'un périmètre délimité des abords autour de la Chapelle Saint-Eloi, commune de Ploudaniel ;

Vu la délibération du conseil communautaire de Lesneven Côte des Légendes, en date du 5 juillet 2023, approuvant le projet de création de périmètres délimités des abords autour de l'Église Notre-Dame du Folgoët, commune du Folgoët, de l'Ancien prieuré, commune du Folgoët, du Clocher de l'église, commune de Lesneven, de la Chapelle Saint-Eloi, commune de Ploudaniel, du Manoir de Trébodennic, commune de Ploudaniel, du Calvaire de Pont-ar-Groas, commune de Plouneour-Brignogan-Plages, du Phare de Pontusval, commune de Plouneour-Brignogan-Plages ;

Vu le résultat de la consultation des propriétaires de l'Église Notre-Dame du Folgoët, commune du Folgoët, de l'Ancien prieuré, commune du Folgoët, du Clocher de l'église, commune de Lesneven, de la Chapelle Saint-Eloi, commune de Ploudaniel, du Manoir de Trébodennic, commune de Ploudaniel, du Calvaire de Pont-ar-Groas, commune de Plouneour-Brignogan-Plages, du Phare de Pontusval, commune de Plouneour-Brignogan-Plages, réalisée dans le cadre de l'enquête publique ;

Vu le résultat de l'enquête publique et l'avis favorable de la commission d'enquête en date du 16 avril 2024 ;

Considérant que la création d'un périmètre délimité des abords permet de désigner les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur ;

Sur proposition de la directrice régionale des affaires culturelles de Bretagne ;

ARRÊTE

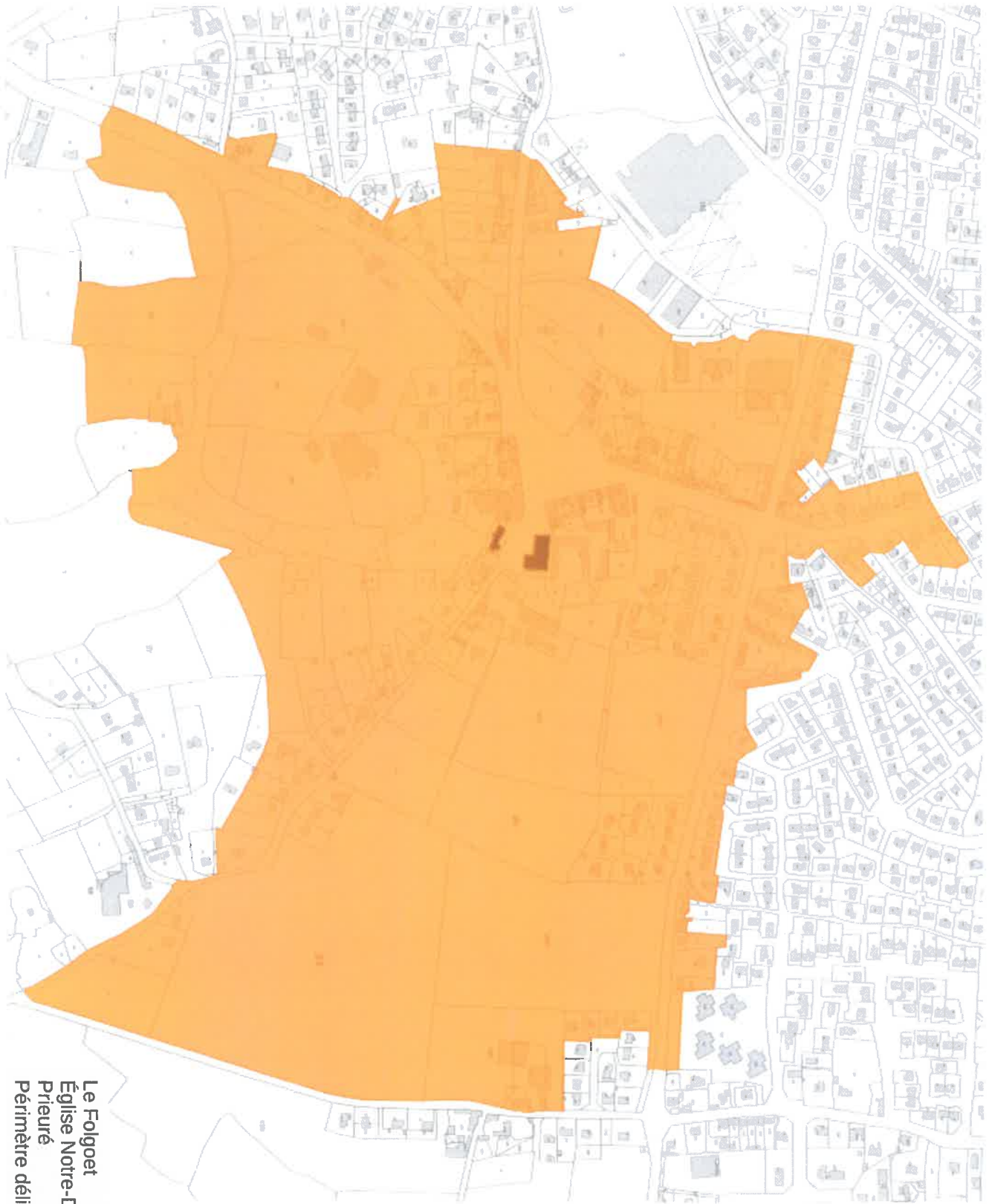
Article 1^{er} : Les périmètres délimités des abords autour de l'Église Notre-Dame du Folgoët, commune du Folgoët, de l'Ancien prieuré, commune du Folgoët, du Clocher de l'église, commune de Lesneven, de la Chapelle Saint-Eloi, commune de Ploudaniel, du Manoir de Trébodennic, commune de Ploudaniel, du Calvaire de Pont-ar-Groas, commune de Plouneour-Brignogan-Plages, du Phare de Pontusval, commune de Plouneour-Brignogan-Plages, sont créés selon les plans joints en annexe. L'aplac orange y figurant devient le nouveau périmètre délimité des abords de ce monument historique ;

Article 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales de Bretagne, la directrice régionale des affaires culturelles de Bretagne, la cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bretagne.

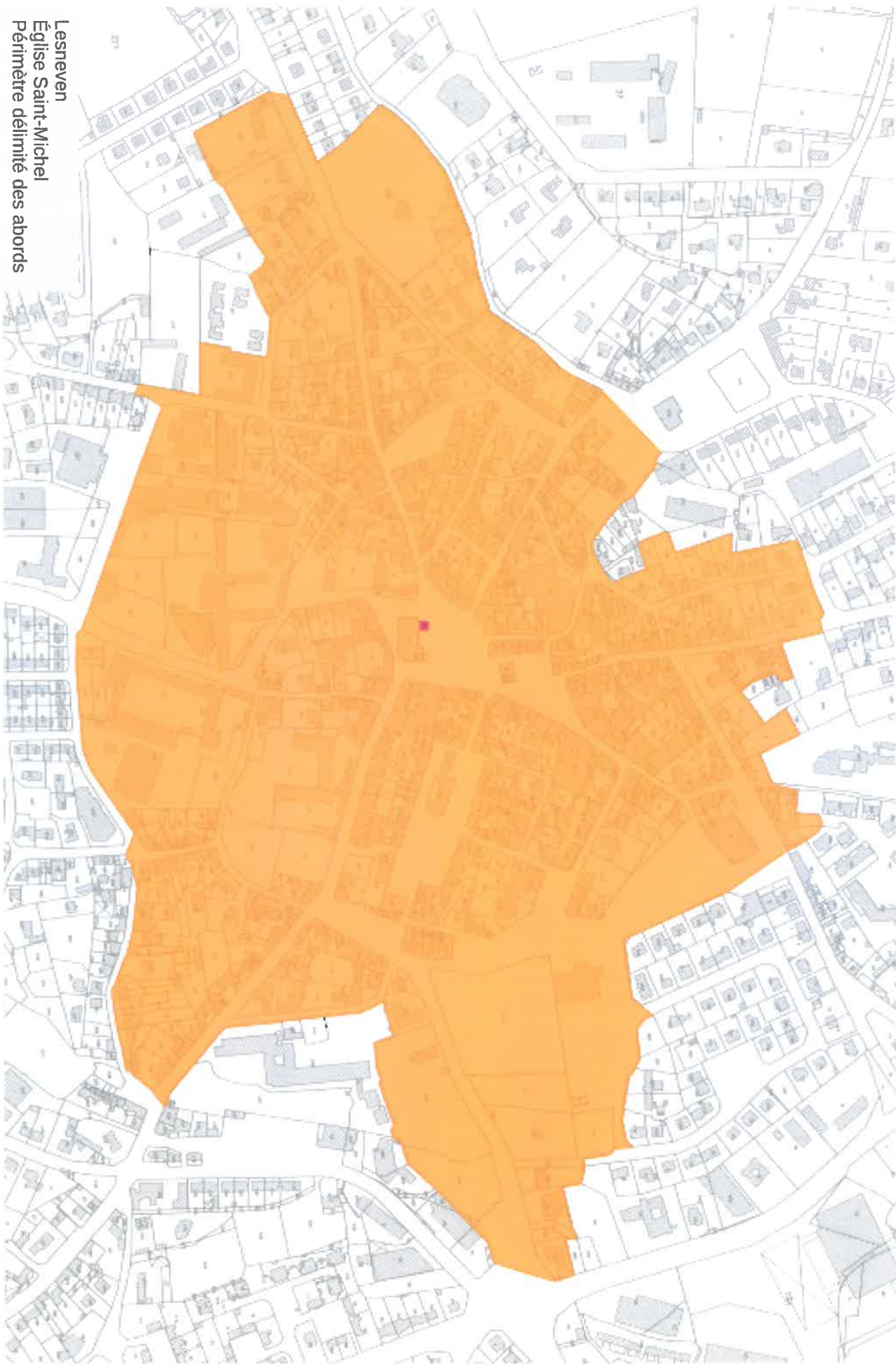
À Rennes, le 11 DEC. 2024

Le Préfet


Amaury de SAINT-QUENTIN

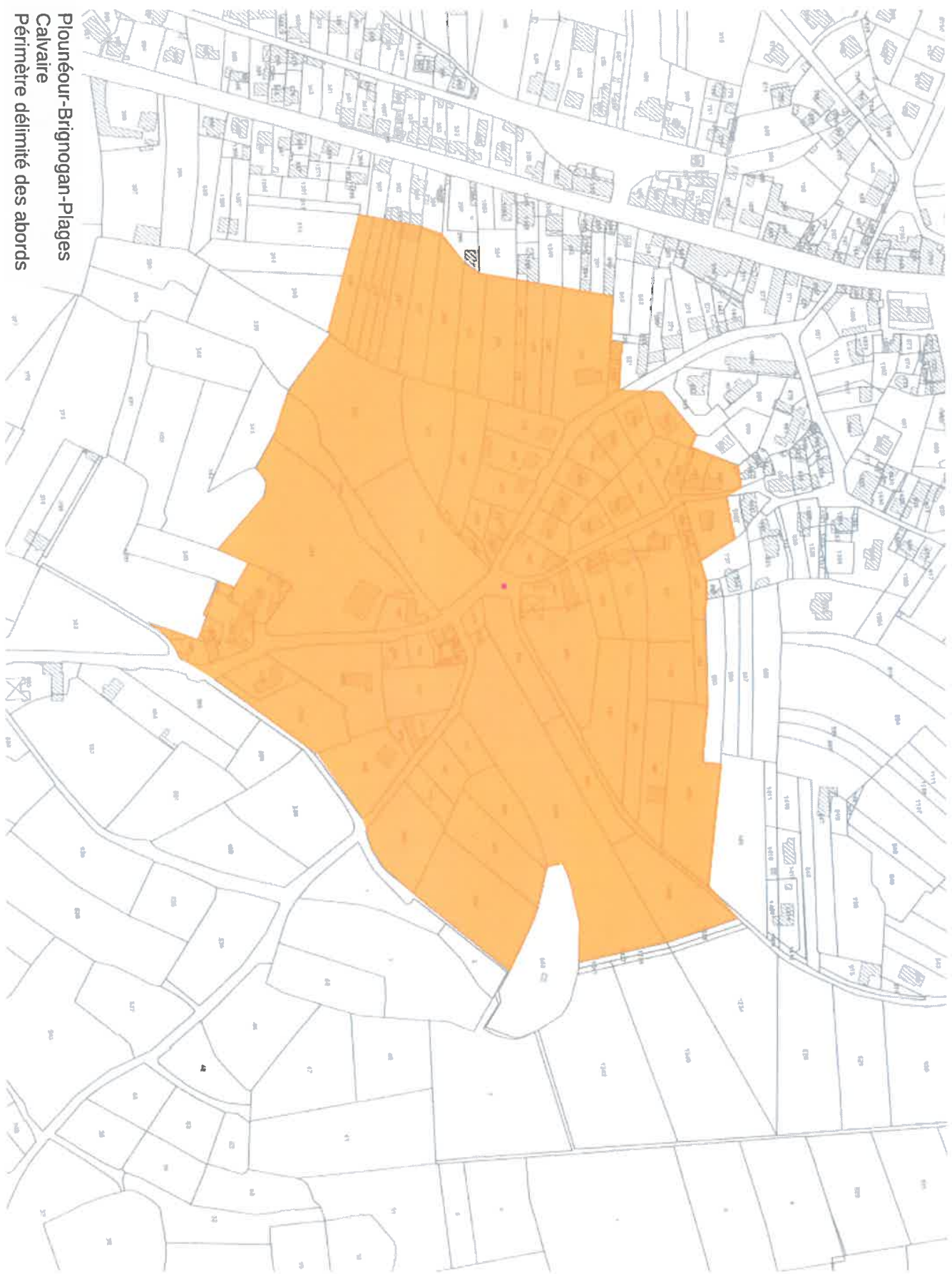


Le Folgoet
Église Notre-Dame
Prieuré
Périmètre délimité des abords unique



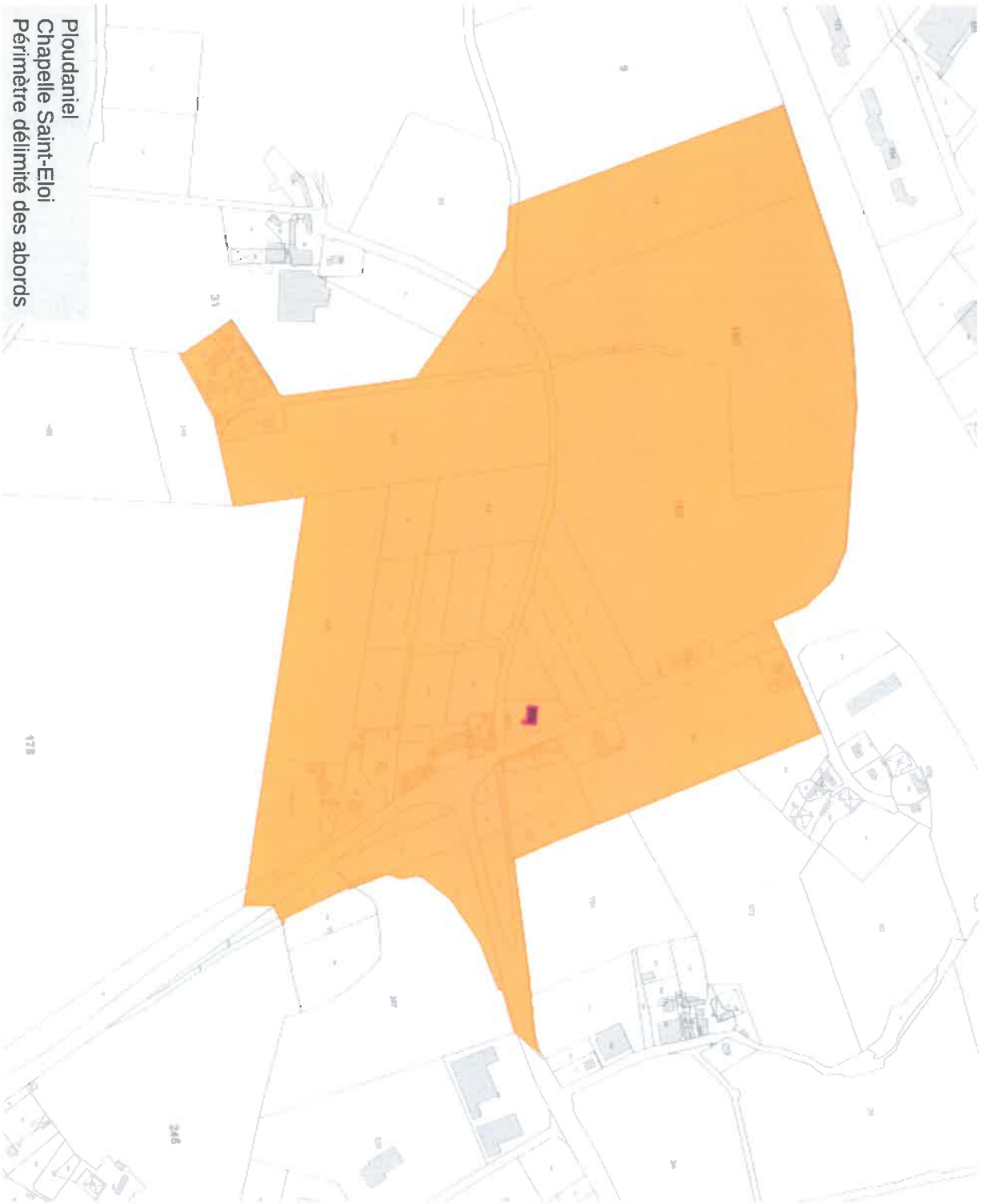
Lesneven
Église Saint-Michel
Périmètre délimité des abords

Plouñeur-Brignogan-Plages
Calvaire
Périmètre délimité des abords



Plouneour-Brignogan Plages
Phare de Pontusval
Périmètre délimité des abords





Ploudaniel
Manoir de Trébodennic
Périmètre défini des abords



préfecture de région

R53-2024-12-12-00001

2024_12_12_AP_
VACANCE_CESER_CREACH_CATHERINE_CGT_F
O_CLG_2

ARRETE PREFECTORAL
constatant la vacance du siège d'un membre
du conseil économique, social et environnemental régional de Bretagne,
collège II – « organisations syndicales de salariés les plus représentatives »

**LE PREFET DE LA REGION BRETAGNE,
PREFET D'ILLE ET VILAINE**

Vu la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi n° 86-16 du 6 janvier 1986 modifiée relative à l'organisation des régions ;
Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L.4134-2 et R. 4134-1 à R.4134-7 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;
Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Jean- Christophe BOURSIN, secrétaire général pour les affaires régionales de la région Bretagne ;
Vu l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2023 fixant la liste des organismes représentés au conseil économique, social et environnemental régional de Bretagne et le nombre de leurs représentants ;
Vu l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2023, modifié par arrêté préfectoral du 9 janvier 2024, constatant la désignation des représentants des organismes et nommant les personnalités du conseil économique, social et environnemental régional de Bretagne ;
Vu le courrier du 3 décembre 2024 de Mme Catherine CRÉACH, représentant la coordination régionale CGT – FO de Bretagne au conseil économique, social et environnemental régional de Bretagne, faisant part de sa démission ;
Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales de Bretagne ;

ARRETE

Article 1 : est constatée la vacance du siège occupé par Mme Catherine CRÉACH, représentant la coordination régionale CGT – FO de Bretagne au conseil économique, social et environnemental régional de Bretagne, collège II – « organisations syndicales de salariés les plus représentatives ».

.../...

Article 2 : le présent arrêté sera notifié :

- au président du conseil économique, social et environnemental régional de Bretagne ;
- au président du conseil régional de Bretagne ;
- au secrétaire général de la coordination régionale CGT – FO de Bretagne ;
- à Mme Catherine CRÉACH.

Article 3 : le présent arrêté est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bretagne.

Article 4 : le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Bretagne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bretagne.

A Rennes.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général pour les affaires régionales

Signé électroniquement le 12/12/2024
par Jean-Christophe BOURSIN

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JC Boursin', written over a light grey circular stamp.

préfecture de région

R53-2024-12-12-00002

2024_12_12_AP_
VACANCE_CESER_URVOAS_GAELLE_CGT_BRET
AGNE_CLG_2

ARRETE PREFECTORAL
constatant la vacance du siège d'un membre
du conseil économique, social et environnemental régional de Bretagne,
collège II – « organisations syndicales de salariés les plus représentatives »

**LE PREFET DE LA REGION BRETAGNE,
PREFET D'ILLE ET VILAINE**

Vu la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi n° 86-16 du 6 janvier 1986 modifiée relative à l'organisation des régions ;
Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L.4134-2 et R. 4134-1 à R.4134-7 ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;
Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Jean- Christophe BOURSIN, secrétaire général pour les affaires régionales de la région Bretagne ;
Vu l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2023 fixant la liste des organismes représentés au conseil économique, social et environnemental régional de Bretagne et le nombre de leurs représentants ;
Vu l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2023, modifié par arrêté préfectoral du 9 janvier 2024, constatant la désignation des représentants des organismes et nommant les personnalités du conseil économique, social et environnemental régional de Bretagne ;
Vu le courrier du 10 décembre 2024 de Mme Gaëlle URVOAS, représentant le Comité régional CGT de Bretagne au conseil économique, social et environnemental régional de Bretagne, faisant part de sa démission ;
Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales de Bretagne ;

ARRETE

Article 1 : est constatée la vacance du siège occupé par Mme Gaëlle URVOAS, représentant le Comité régional CGT de Bretagne au conseil économique, social et environnemental régional de Bretagne, collège II – « organisations syndicales de salariés les plus représentatives ».

.../...

Article 2 : le présent arrêté sera notifié :

- au président du conseil économique, social et environnemental régional de Bretagne ;
- au président du conseil régional de Bretagne ;
- au secrétaire régional du comité régional CGT de Bretagne ;
- à Mme Gaëlle URVOAS.

Article 3 : le présent arrêté est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bretagne.

Article 4 : le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Bretagne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bretagne.

A Rennes.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général pour les affaires régionales

Signé électroniquement le 12/12/2024
par Jean-Christophe BOURSIN

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'JC Boursin', written over a light blue horizontal line.